

femmes en l'an 2000 et au-delà



TEXTE PUBLIÉ POUR PROMOUVOIR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE LA DÉCLARATION ET DU PROGRAMME D'ACTION DE BEIJING

avril 2004



Edwina Sandys

NATIONS UNIES

Division de la promotion de la femme
Département des affaires économiques et sociales

De la manière de rendre plus sûr un environnement dangereux

Les femmes formant des communautés durables et résistantes aux catastrophes

Nous avons tendance à considérer le développement durable et la réduction des catastrophes naturelles comme deux « éléments » distincts. Cependant les objectifs des deux sont semblables dans le fond. Le développement durable ne peut être ni atteint ni complet si la réduction des catastrophes n'en est pas un élément essentiel et la réduction des catastrophes n'est pas quelque chose qui puisse être examiné indépendamment du développement. La question de l'égalité entre les sexes est inhérente aux deux problèmes et les transcende. Par conséquent, pour obtenir l'égalité entre les sexes, la méthode d'analyse et les outils utilisés peuvent être les mêmes. (Madhavi Ariyabandu, directeur de programme, atténuation des catastrophes, Duryog Nivaran, Sri Lanka, 2001¹.)

Travaux des femmes et gestion du risque des catastrophes naturelles

Les catastrophes naturelles, en particulier l'érosion et les autres formes de dégradation du sol, la pollution des eaux douces, l'érosion des côtes, les inondations, la perte de terres humides, la sécheresse et la désertification, ont des incidences directes sur les femmes dans leurs rôles en tant que fournisseuses de produits alimentaires, d'eau et de combustibles. L'évolution climatique peut avoir également des incidences sur les rôles producteurs des femmes car l'incidence matérielle du réchauffement de la Terre — l'élévation du niveau des mers, les inondations dans les deltas à faible altitude et l'augmentation de l'intrusion d'eau salée — peut mettre en danger des stratégies de vie durable. La sécurité alimentaire et le bien-être des familles sont menacés lorsque la base de ressources sur lesquelles les femmes comptent pour jouer leurs

rôles importants et obtenir des revenus supplémentaires est en danger... L'évaluation et la gestion du risque effectif requièrent l'implication active des communautés et des groupes de sociétés civiles locales pour assurer la réduction du nombre de catastrophes naturelles et de perte et de coût lorsque celles-ci se produisent. La connaissance des contributions et les possibilités des femmes et des hommes doivent être connues et utilisées.

Source : Carolyn Hannan, directrice de la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies. Cette déclaration a été faite à une réunion de groupe organisée par la Division de la promotion de la femme et le Comité des ONG sur la condition de la femme, Siège de l'Organisation des Nations Unies, 17 janvier 2002 (www.un.org/womenwatch/daw/documents/Natdisas).

Il est important de souligner que l'égalité entre les sexes dans le domaine de l'atténuation des catastrophes exige, avant tout, que l'on donne la possibilité aux femmes de jouer un rôle croissant dans le commandement, la gestion et les prises de décisions. (Sálvano Briceño, directeur de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles, Genève, 2001².)

Introduction

Nous capturons l'eau en faisant des sections de tuyaux en argile que nous alignons le long des plates-bandes. Nous les empilons afin de pouvoir verser de l'eau dessus, ensuite nous plantons nos légumes par-dessus. Sur les autres plates-bandes, nous mettons de l'herbe pour empêcher l'eau de sécher... Nous ne savions pas comment on pouvait conserver l'eau mais maintenant nous le savons. Nous ne connaissions pas les cultures qui convenaient à ce type de sol. Maintenant nous les connaissons; donc nous pouvons trouver un moyen de survivre...

Maintenant nous pouvons nous déplacer et revenir avec des technologies différentes et apprendre quelque chose à ces gens; c'est ainsi que nous ferons le partage. (Francisca Chiuswa, Chivi, Zimbabwe³.)

La sécheresse fait partie de la vie au Zimbabwe et dans les Etats voisins. Les femmes qui travaillent dur pour nourrir des familles sont souvent ignorées dans les programmes de formation agricole. Par contraste, la démarche adoptée par le Groupe de technologie intermédiaire de Chivi a aidé Francisca et d'autres agricultrices à conserver l'eau et à s'adapter à une situation de sécheresse. Plus important, cette démarche a été élaborée autour du rôle central des femmes en tant que conservatrices de ressources et chefs de la communauté dans l'atténuation des dangers naturels et la réduction des catastrophes.

L'histoire des femmes qui prennent le commandement pour bâtir des communautés résistantes aux catastrophes contraste fortement avec l'image plus

familière des femmes en tant que victimes passives et indigentes photographiées dans le monde entier à la suite de chaque grande catastrophe. Rarement des reportages et des photos de catastrophes négligent de montrer l'héroïsme des hommes et la vulnérabilité des femmes. Qui peut oublier les scènes désespérées d'un accouchement au Mozambique à la cime des arbres au-dessus de l'inondation ? Les images dominantes des catastrophes montrent toujours des scènes qui donnent une idée fautive de l'expérience des femmes et des hommes dans les catastrophes naturelles et qui ignorent ou déforment des réalités complexes. Le fait de voir des catastrophes « avec les yeux des femmes » contredit la notion de gens dans des environnements dangereux en tant que victimes des catastrophes et les jeunes filles et les femmes en tant que « population particulière » ayant un besoin spécial de secours d'urgence. Ce fait équilibre l'analyse des contraintes et des vulnérabilités des femmes dans une situation de catastrophe avec une meilleure compréhension de leur capacité et de leurs ressources en tant qu'agents de changement de l'environnement et de la société.

La vie sans environnements à risque

Des catastrophes naturelles à grande échelle ont fait les titres des journaux dans les premières années du XXI^e siècle : un tremblement de terre important en Inde, des inondations, notamment dans des villes de Bolivie, une autre éruption volcanique inattendue, une sécheresse persistante dans certains des pays les plus pauvres du monde, un grand tremblement de terre qui vient augmenter la misère au nord de l'Afghanistan. Moins présents dans l'imagination publique ont été les glissements de terrain répétés et localisés, les inondations et les tornades terribles qui ont fait également de nombreuses victimes à long terme. Ce que les étran-

gers appellent des « petites catastrophes » entraînent souvent des coûts sociaux plus élevés que des événements catastrophiques soulignés par les médias.

Risques croissants et nombre de victimes augmentant dans les catastrophes

Malgré un développement de systèmes nouveaux d'information et de communication, les progrès technologiques notamment les compétences techniques et les systèmes sophistiqués de secours en cas d'urgence, la plupart de la population mondiale court encore un grand risque de désastres dus à des catastrophes naturelles. Mais le risque de catastrophes naturelles telles que la pauvreté, la pollution ou des épidémies n'est pas réparti également entre les peuples ou les régions⁴. Considérez par exemple que :

- Au cours des années 1990, quelque 211 millions de personnes ont été touchées ou tuées par des catastrophes naturelles, soit sept fois plus que les conflits armés ont entraîné de blessés ou de morts;
- Pas moins de 100 000 personnes meurent chaque année à cause de catastrophes naturelles;
- Bien que l'on ait réussi à réduire le nombre de victimes des grandes catastrophes de l'environnement, les catastrophes naturelles tuent en moyenne 1 300 personnes par semaine;
- La grande majorité des catastrophes naturelles se produit dans les pays en développement;
- Dans la plupart des catastrophes, où l'on dispose de données séparées pour les hommes et les femmes, plus de femmes perdent la vie;
- Les coûts économiques quantifiables peuvent dépasser 300 milliards de dollars par année d'ici à 2050;
- Enfin des pertes économiques importantes subies par les pays développés entre 1985 et 1999 ont at-

teint 2,5 % du PIB, alors que les pays les plus pauvres du monde ont perdu collectivement 13,4 % de leur PIB.

Des catastrophes lentes ou soudaines (sécheresse contre cyclone), petites ou catastrophiques (petit glissement de terrain contre grand tremblement de terre) prélèvent un lourd tribut sur les gens et les pays. Les catastrophes naturelles peuvent créer des possibilités nouvelles et certains groupes peuvent prospérer économiquement, mais en premier lieu elles endommagent et détruisent les vies, les modes de vie, l'infrastructure et les environnements. De nombreux survivants font contre mauvaise fortune bon cœur dans les catastrophes, tout comme ils luttent contre la pauvreté ou le veuvage, mais ils peuvent aussi ressentir des effets tardifs sur leur santé, leur sécurité, leur bien-être psychologique, leur sens du lieu et leur identité culturelle.

Le vocabulaire du risque et de la vulnérabilité

Les écosystèmes familiers ont pu se développer grâce à une exposition répétée aux incendies de forêt ou aux inondations que les gens considèrent comme des catastrophes. Certainement « chaque perturbation naturelle n'est pas une catastrophe » et « aucune catastrophe n'est jamais complètement naturelle⁵ ». Les catastrophes se produisent normalement dans l'expérience humaine. Dans le monde entier, c'est l'action humaine qui crée les conditions transformant des événements naturels tels que des tremblements de terre ou des éruptions volcaniques en tragédies humaines. Les cultures et les paysages sont divers, si bien que « le fait d'échapper au risque » d'une catastrophe se présente différemment dans chaque communauté.

Pour mettre fin au cycle de « catastrophes par volonté humaine⁶ », il faut comprendre les incidences complexes du développement mondial sur les écosystèmes et les ressources naturelles.

Cette compréhension doit influencer les efforts visant à modifier le processus « normal » par lequel des conditions environnementales extrêmes ou des événements deviennent des catastrophes humaines afin d'intervenir sur le cycle de catastrophes-développement-catastrophes.

Le terme catastrophe est compris de manière très différente par ceux qui l'utilisent. Dans certaines régions du monde, il n'y a pas un mot pour « catastrophe », mais beaucoup de termes pour désigner ce qui rend la vie « dangereuse » ou « risquée⁷ ». Le risque est toujours relatif : il est fonction de l'exposition relative des gens aux dangers physiques ou naturels (tels que des tremblements de terre) et la vulnérabilité sociale des gens aux effets de ce danger (les gens qui vivent dans des maisons solides sont moins vulnérables aux tremblements de terre). Le risque est également fonction de la capacité relative des gens à réduire leur propre vulnérabilité au danger (par exemple, par un enseignement public dans toutes les langues de la communauté, l'utilisation des moyens de communication appropriés pour les personnes handicapées, des groupes ethniques et d'âges différents, etc.), et pour réduire les conséquences des dangers (par exemple, lorsque des hôpitaux sont équipés après coup ou construits pour résister à des secousses sismiques, les gens courent moins de risques).

Par catastrophe, les gens peuvent désigner des génocides, des épidémies, des dépressions économiques, des explosions et des accidents, des situations urgentes complexes combinant des conflits armés et des problèmes environnementaux, ou bien simplement des situations sociales routinières qui font de chaque jour une catastrophe. La discussion ci-après est centrée sur les catastrophes environnementales.

Par catastrophes environnementales ou naturelles, on entend des catastrophes météorologiques telles que des incendies de forêts, des tempêtes, des glissements de terrain, des séche-

resses ou des températures extrêmes. Elles peuvent aussi être fondées sur des processus géophysiques tels que des tremblements de terre ou des éruptions volcaniques. Alors que les catastrophes environnementales ou naturelles sont déclenchées par des dangers naturels qui se produisent dans l'environnement, elles sont également des processus sociaux fondés sur l'organisation sociale des gens. Les dangers auxquels les gens ont toujours dû faire face (liés à la météorologie ou au temps, ou la géophysique impliquant des mouvements de la Terre), ainsi que des dangers nouveaux (par exemple, le réchauffement de la Terre, la contamination toxique), sont souvent acceptés comme des aspects inévitables de la vie de tous les jours.

âgées), mais elles reflètent surtout des différences dans la structure du pouvoir social (fondées, par exemple, sur le sexe, la race ou l'ethnicité, la classe sociale ou l'âge). Ces inégalités mettent les gens dans des lieux, des travaux, des maisons et des situations qui augmentent ou réduisent leur capacité à prévoir, à se préparer, à survivre, à affronter et à se relever des effets de catastrophes naturelles.

Il est important de noter que la vulnérabilité n'est pas attachée aux personnes (par exemple, les handicapés, les femmes, les vieillards), mais provient de systèmes et de structures d'inégalité qui transforment les différences en inégalité (par exemple, manque d'attention en cas de catastrophe aux capacités ou aux besoins des gens handica-

Qu'est-ce qu'une catastrophe naturelle ?

Une catastrophe naturelle est le résultat d'un danger naturel sur un système socio-économique doté d'un certain niveau de vulnérabilité qui empêche la société touchée de réagir correctement contre la catastrophe. Les dangers naturels eux-mêmes ne conduisent pas nécessairement à des catastrophes. C'est seulement leur interaction avec les gens et leur environnement qui créent des incidences qui peuvent atteindre des proportions désastreuses.

Une catastrophe est généralement définie comme une per-

turbation grave du fonctionnement de la société entraînant des pertes humaines matérielles et environnementales élevées qui dépassent la capacité de la société touchée de réagir avec ses propres ressources.

*Source : « Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles », *Countering Disasters, Targeting Vulnerability*. Information Kit. 2001. Le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes offre également un glossaire des notions de base (www.cred.be/emdat/glossary.htm).*

Les vulnérabilités physiques peuvent être de nature structurelle telles que des maisons bâties dans des plaines inondables ou des zones à tremblement de terre. Les vulnérabilités sociales sont fondées sur des différences et des inégalités entre les gens. Il s'agit de différences physiques (considérez, par exemple, les barrières de mobilité des personnes très jeunes et des très

pés ou des gens qui ont des problèmes dus au grand âge). De même, les gens vulnérables ne sont pas nécessairement incapables de réagir bien que les femmes en particulier soient souvent considérées comme ayant besoin d'une assistance « spéciale ». En d'autres termes, la vulnérabilité au risque n'est pas donnée, elle est créée. « La vulnérabilité est la conséquence non pas d'un risque mais

de processus sociaux, économiques et politiques particuliers. Une catastrophe est une situation extrême qui résulte de ces processus⁸. »

L'atténuation d'une situation environnementale à risque implique des mesures visant à réduire ce risque et à rendre les gens plus sûrs, par exemple lorsque des pentes déboisées sont transformées en terrasses et que les eaux de pluie sont récoltées dans les zones fréquemment sèches. Certaines formes d'atténuation structurelle, telles que la construction de digues et de barrages, peuvent diminuer les inondations mais avoir des effets négatifs en aval ou sur la survie culturelle et économique des gens. Les codes de construction doivent être renforcés et la planification de l'utilisation des terres appliquée pour prévenir les dommages dans des zones exposées aux effets de risques telles que les plaines inondables ou des zones sismiques connues.

Des avertissements au moment voulu, des centres d'évacuation et la mise en place de systèmes efficaces de secours et de remise en état en cas d'urgence sont d'autres formes d'atténuation, tout comme des mesures de prévention dans les foyers et au niveau des quartiers. Les gens peuvent rendre leur vie et leurs modes de vie plus sûrs en atténuant les dégâts, mais également en se préparant contre la possibilité de petits feux devenant de graves incendies, ou des orages devenant des ouragans. La pratique de plans d'évacuation d'urgence dans des foyers et des institutions, la préparation et le stockage de réserves de produits alimentaires et d'eau ainsi que l'éducation des enfants sur la nécessité de se préparer ne sont que les exemples les plus évidents. L'atténuation et la préparation ne doivent pas être des activités à mener avant et après les catastrophes, mais doivent être des activités journalières de la vie dans les communautés construites sur une utilisation écologiquement saine des ressources, une croissance économique durable, un développement humain et une justice sociale.

Nous ne pouvons certes pas éliminer les dangers naturels mais nous pouvons éliminer ce qui les cause, minimiser ce que nous rendons particulièrement dangereux et réduire notre vulnérabilité à l'égard de la majorité. Pour faire cela, il faut des communautés et des écosystèmes sains et résistants. Vue sous cet angle, l'atténuation des catastrophes naturelles fait clairement partie d'une stratégie plus large de développement durable, faisant les nations et les communautés socialement, économiquement et écologiquement durables.

Source : Janet Abramowitz, « Averting unnatural disasters », State of the World 2001 (New York, Worldwatch Institute, W.W Norton, 2001), p.137.

L'atténuation et la préparation doivent être complétées par la réduction de la vulnérabilité. Le risque de catastrophes peut être diminué si l'on identifie les risques, si l'on prend des précautions et si l'on empêche les dommages évidents, mais on ne peut pas empêcher les dommages sans avoir identifié les causes d'une vulnérabilité aux risques naturels construites par la société. En dépit de progrès sensibles dans la préparation aux cas d'urgence et la réponse dans de nombreuses régions du monde, les gens continuent à courir un grand risque du fait des catastrophes naturelles. Les schémas de développement mondial contiennent certaines des racines des conditions de vie très dangereuses qui forment la vie et l'avenir d'un nombre croissant de gens. Les grandes villes et le développement excédentaire des régions côtières, par exemple, sont des phénomènes qui mettent des milliers de gens dans des conditions de vie à risque. Les priorités du développement qui ne prévoient pas une utilisation durable des ressources naturelles ou la promotion

du développement social et la jouissance des droits de l'homme privent des millions de gens de bonne santé, de revenus, de logements sûrs, d'information, de réseaux sociaux et d'autres ressources vitales pour survivre à un cyclone dévastateur ou une inondation. Le nombre de gens dans des pays qui ont des problèmes d'eau, par exemple, est prévu de passer de 1,7 milliard à 5 milliards en 2025. Une dépendance croissante sur des infrastructures de communication d'énergie et de transport « vivantes » accroissent également la vulnérabilité en cas de panne soit accidentelle, soit due à un sabotage, à un tremblement de terre ou à une tempête de glace.

Fondée à la fois sur l'atténuation et la réduction de la vulnérabilité, la résistance aux catastrophes (le facteur « du rebondissement ») existe au niveau individuel, familial, organisationnel et institutionnel. Les démarches visant à réduire le risque des catastrophes augmentent la force morale des gens face à la catastrophe, mais il n'y a pas de séparation claire entre la force morale et la vulnérabilité. Les gens et les lieux peuvent être hautement vulnérables dans certains domaines (une famille riche dans une grosse maison au bord de la mer, par exemple) et avoir une haute capacité de résistance dans d'autres domaines (la famille a des économies, un revenu et une assurance pour reconstruire ou se déplacer). Les communautés qui ont une force de résistance aux catastrophes vivent dans des régions où les gens ont reconnu les risques locaux et tiennent compte de tous les dangers ainsi que des vulnérabilités sociales, après avoir évalué les ressources et les capacités locales et organisé des mesures pour réduire ces risques. Ces efforts ne peuvent pas être entrepris avec succès si l'on n'apprécie pas les différentes incidences des catastrophes sur les jeunes filles et sur les femmes par rapport aux garçons et aux hommes, ou sans la pleine utilisation des capacités, des connaissances et des engagements des femmes et des hommes dans la constitution de so-

En quoi consiste la démarche de gestion des risques de catastrophes naturelles ?

La gestion d'un état d'urgence suppose ce qui suit :

- On détermine l'urgence elle-même et les mesures prises avant et après;
- Les objectifs sont de réduire les pertes, les dommages et les désagréments lorsque les catastrophes se produisent et de permettre un relèvement rapide.

Source : S.Jeggilos, « Fundamentals of risks management », *Risk, Sustainable Development: Southern Perspectives*, Hollaway, éd., Periperi Publications, p. 9.

La méthode de gestion des risques de catastrophes naturelles :

- On détermine les conditions cachées du risque qui amènent à la catastrophe;
- L'objectif c'est d'accroître la capacité à gérer et à réduire les risques et ainsi l'ampleur des catastrophes.

ciétés ayant une forte capacité de résistance.

Les jeunes filles et les femmes sont touchées directement et indirectement par les tendances et circonstances entraînant des catastrophes d'une manière qui peut être semblable à celles qui touchent les hommes et les garçons, mais aussi très différente. Trop souvent, la vulnérabilité des jeunes filles et des femmes est interprétée faussement comme dérivée (par exemple, les femmes sont très pauvres donc très vulnérables aux catastrophes), ou classée dans d'autres catégories (par exemple, l'ignorance accroît la vulnérabilité et les femmes sont très ignorantes). Dans ces exemples, l'aspect critique des relations entre les personnes des deux sexes et la subordination persistante ainsi que la discrimination à l'égard des femmes et les conséquences de ces inégalités pour la prévention et l'atténuation des catastrophes restent inconnus.

Le développement des capacités et ressources — compétences, connaissances et aptitudes, y compris des pratiques environnementales saines, de forts liens communautaires et des organisations communautaires proactives —, qui est nécessaire en cas de danger et de catastrophes, exige une démarche sexo-

spécifique qui s'adresse explicitement aux besoins, aux priorités et entraves des femmes, aussi bien qu'à ceux des hommes, pour obtenir les meilleurs résultats. Les groupes et les réseaux de femmes jouent souvent un rôle critique dans le développement de ces capacités.

Nouvelles démarches à l'égard des dangers et des catastrophes

On a encore tendance à considérer les catastrophes comme des phénomènes isolés plutôt que comme des processus sociaux complexes. Le fait d'avoir cette opinion étroite favorise une démarche de circonstance en fonction de l'événement et fondée sur « la gestion » de la catastrophe, généralement par l'intermédiaire de systèmes de gestion de l'urgence par des postes « de commande et de contrôle » dominés par les hommes et fondés sur les connaissances technologiques et l'hypothèse facile qu'une aide extérieure est nécessaire aux « victimes » de la catastrophe.

A mesure que l'on se rend compte de l'efficacité limitée de cette démarche, de nouvelles voies sont explorées dans les pays en développement et dans les

pays développés. Dans ce nouveau cadre, les catastrophes sont considérées comme un processus social qui se déroule dans un contexte politique, économique, historique, social et culturel particulier. En partant de cette perspective, la réduction du risque des catastrophes, plutôt que la gestion des événements, est la première priorité. Cela commence par la compréhension des facteurs de risque dans des lieux et à des moments particuliers.

La connaissance des lieux est le premier élément d'une atténuation efficace de la catastrophe. Les communautés qui ont des connaissances sur l'atténuation des dangers locaux et la réduction de leur vulnérabilité sociale, et une appréciation des stratégies d'adaptation locales et historiques ainsi qu'une préparation et des ressources permettant de faire face à une urgence extérieure, sont mieux à même de prévenir la transformation d'événements environnementaux extrêmes en catastrophes humaines. Lorsque la prochaine inondation se produira, ce qui est une chose certaine, les gens reconstruiront d'une manière à réduire leur exposition aux dangers et non à la renforcer ou à la créer à nouveau, par exemple, en déplaçant leurs maisons et en plantant des arbres, pour réparer les versants de collines dénudées qui causent des glissements de terrain.

Lorsque la manière de gérer des catastrophes perpétue l'opinion selon laquelle les femmes ont des besoins « spéciaux » qui créent des difficultés supplémentaires aux sauveteurs, cela renforce la subordination des femmes. Une autre tactique qui apparaît maintenant attire l'attention sur les relations entre les hommes et les femmes ainsi qu'aux priorités et aux besoins des femmes, tout aussi bien que des hommes, et à la division du travail dans les foyers, les communautés et dans le domaine public. Cette méthode souligne le rôle critique des femmes en tant qu'usagères et directrices des ressources et tire parti de leur rôle dans l'évolution sociale et de leur contribution tout au long du processus ou du cycle de catastrophes. Conscients du

fait qu'il n'est pas possible d'obtenir un développement durable ni une réduction des catastrophes sans l'émancipation des femmes, les hommes et les femmes sont traitées en partenaires égaux et entiers dans le travail difficile qui consiste à construire des communautés résistantes aux catastrophes.

Les femmes en danger dans les catastrophes

Loin d'être des événements « naturels » non mentionnés par les médias et se déroulant dans des établissements humains dans un environnement incertain, les catastrophes naturelles sont des processus sociaux accélérés par des événements concernant l'environnement, mais ayant leurs racines dans les schémas de développement historiques et les rapports sociaux dont les relations entre les hommes et les femmes sont l'un des éléments clefs. Même si la remarque ci-après n'est pas universelle, les femmes sont souvent considérablement vulnérables aux effets d'un environnement dégradé soumis aux dangers naturels et elles occupent une position unique en tant qu'« éléments essentiels de la prévention des catastrophes ».

Les rôles de sexospécificités mettent les femmes dans des situations dangereuses

Une gestion efficace des ressources naturelles, ainsi que des politiques efficaces pour réduire les risques ou pour faire face aux désastres naturels, exige une bonne compréhension des différences et des inégalités fondées sur les sexospécificités. L'absence d'une telle compréhension peut entraîner la perpétuation ou le renforcement des inégalités fondées sur le sexe et d'autres dimensions de la vulnérabilité sociale dans la fourniture d'un secours d'urgence et dans les processus de reconstruction à long terme.

Les femmes tendent à être surreprésentées dans les groupes sociaux fortement vulnérables dont la capacité à se préparer à survivre et à affronter des désastres est gravement limitée. Parmi ces groupes, on compte les populations rurales qui sont restées après que les hommes ont migré vers les centres urbains pour chercher du travail : les personnes frêles, âgées, réfugiées ou déplacées, les chefs solitaires de foyers pauvres et ceux qui vivent avec des problèmes de santé chronique. Les inégalités et les inconvénients fondés sur le sexe sont souvent aggravés par des facteurs tels que la race, la classe, l'ethnicité ou l'âge, qui entraînent de grandes différences dans l'expérience des femmes avec les catastrophes.

Si le rôle des sexes varie dans la culture et dans l'histoire, il crée souvent des conditions de vie dangereuses pour les femmes, aussi bien dans les périodes « normales » que dans les périodes extrêmes. Les femmes qui sont pauvres ou peu sûres du point de vue économique ont une capacité de résistance inférieure aux catastrophes. Le fait d'avoir un revenu et de subvenir aux besoins de leurs familles met tous les jours les femmes en tête du travail dangereux. D'autres facteurs tels que des niveaux élevés de malnutrition et de maladies chroniques, des faibles niveaux d'enseignement et d'alphabétisme, l'absence d'information et de formation, des moyens de transport inadéquats et des limites culturelles à la mobilité peuvent également réduire la résistance des femmes aux catastrophes. Le fait de s'occuper d'autres personnes coûte de nombreuses vies de femmes lorsque des choix soudains doivent être faits entre le sauvetage de leur propre vie ou celui des enfants et d'autres personnes. Leurs vies étant si souvent confinées au foyer, les jeunes filles et les femmes sont plus exposées que les hommes à la mort et aux blessures lorsque les bâtiments s'effondrent. L'absence de logements sûrs, de droits sur la terre, une absence de contrôle relative sur les ressources naturelles, les risques de violence dans

le foyer, de violence sexuelle et des obstacles à une pleine participation aux prises de décisions concernant la gestion de l'environnement et la politique publique sont autant d'autres facteurs qui peuvent accroître la vulnérabilité des femmes aux catastrophes naturelles et réduire leur capacité à se préparer à survivre et à se remettre des glissements de boue ou des incendies dévastateurs qui les privent de leurs moyens de vie, de leur santé, de leur sécurité et de leur communauté.

Les environnements dégradés et leur incidence particulière sur les femmes

C'est le rapport des femmes au monde naturel qui, pas toujours mais souvent, les met le plus directement en danger et motive leurs efforts pour mener une vie plus sûre.

Les jeunes filles et les femmes ont des possibilités importantes en tant qu'utilisatrices et gestionnaires de ressources, ainsi qu'en tant que consommatrices de l'environnement, productrices, éducatrices et activistes ayant des incidences sur leur environnement naturel. L'incidence peut n'être pas moindre que celle des hommes, et parfois c'est l'action des femmes qui rend les catastrophes plus vraisemblables. Par exemple, tout comme les hommes qui ne possèdent pas de terrain, les femmes sont moins susceptibles d'adapter les pratiques agricoles durables quand elles ne possèdent pas de terre. Dans de nombreuses parties du monde, « les cultures alimentaires des femmes sont reléguées à des terres louées fortement en pente et dotées de sols voués à l'érosion. Etant donné que leur propriété n'est pas très sûre, les femmes ne sont pas tentées d'investir dans la conservation du sol », ce qui pourrait minimiser l'érosion et les glissements de terrain. Reléguées dans des camps de réfugiés par des catastrophes ou des conflits armés, ou forcées à vivre sur des terrains fragiles à cause d'une destitution, les femmes peuvent aussi faire empirer les choses

en surutilisant les ressources locales pour vivre.

Les forêts abimées, les eaux polluées, les sols érodés et d'autres symptômes de surutilisation de l'environnement ont des incidences sur le temps, les possibilités d'enseignement, la situation économique, la santé et le droit des jeunes filles et des femmes, d'une manière qui est souvent particulière à leur sexe et qui est fondée sur les attentes de la société concernant le rôle des femmes et des hommes. Les forêts dénudées, par exemple, forcent les femmes et les jeunes filles à parcourir de longues distances pour réunir suffisamment de bois à brûler pour un repas par jour, les empêchant de pratiquer des activités génératrices de revenus ou éducatifs. Surchargées de travail et pauvrement nourries, les jeunes filles et les femmes sont par conséquent moins capables de résister à la faim, à la maladie et au désespoir qu'une inondation catastrophique apportera.

Les incidences sur l'environnement du travail des femmes, leur rôle en tant qu'éducatrices familiales et le sens de leurs décisions en tant que consommatrices ont fait de la durée une ques-

tion capitale pour les femmes et les mouvements féminins du monde entier. En ce qui concerne l'emploi dépendant des ressources, les femmes sont en tête de la préservation et de la gestion de l'environnement, car leurs modes de vie et la santé ainsi que le bien-être de leurs familles et de leurs communautés en dépendent.

En tant qu'actrices principales de l'environnement, les priorités, les valeurs, les capacités et les activités des femmes influent de plus en plus sur les mouvements visant à empêcher les catastrophes naturelles et à préserver la durabilité de l'environnement.

Catastrophes naturelles et leur incidence sur les hommes et les femmes

Lorsque des femmes et des hommes affrontent des catastrophes routinières ou catastrophiques, leur réaction dépend de leur statut, de leur rôle et de leur position dans la société. Les récits de situations catastrophiques dans le monde entier montrent que les res-

ponsabilités suivent les rôles traditionnels des hommes et des femmes, ces dernières travaillant à des tâches traditionnelles au foyer et les hommes prenant des décisions de chef.

Les inégalités fondées sur le sexe peuvent faire courir aux femmes et aux jeunes filles de grands dangers et les rendre particulièrement vulnérables en cas de catastrophes naturelles. Il y a, par exemple, de nombreuses victimes parmi les femmes dans ces catastrophes si elles ne reçoivent pas d'avertissement en temps voulu ou d'autres informations sur les dangers et les risques, ou si leur mobilité est limitée ou touchée autrement du fait de contraintes culturelles ou sociales. Des récits d'événements sur le terrain démontrent de manière répétée combien des politiques et des pratiques non écrites ou non examinées désavantagent les jeunes filles et les femmes en cas d'urgence, les marginalisant dans les systèmes de distribution de produits alimentaires, limitant leur accès à des programmes rémunérés de travaux de secours et les excluant des situations de prises de décisions dans les efforts de secours et de reconstruction. L'absence de conscience des inégalités fondées sur le sexe chez les personnes qui apportent des secours d'urgence peuvent continuer le parti pris à l'égard des femmes et leur rendre encore plus difficile l'accès aux mesures de secours, ainsi qu'à d'autres possibilités et avantages.

L'incidence directe et indirecte des catastrophes sur la vie et le mode de vie des femmes s'étend aux conséquences. Les attitudes et les stéréotypes fondés sur le sexe peuvent compliquer et prolonger la guérison des femmes, par exemple si celles-ci ne cherchent ou ne reçoivent pas de soins au moment voulu pour des traumatismes physiques et mentaux expérimentés pendant les catastrophes. Le travail à la maison s'accroît énormément lorsque des systèmes d'appui, tels que les soins aux enfants, les écoles, les cliniques, les transports publics et les réseaux familiaux, sont

Effets de la dégradation de l'environnement sur les femmes

La détérioration des ressources naturelles contraint certaines communautés, les femmes en particulier à renoncer à des activités génératrices de revenus pour effectuer davantage de tâches non rémunérées. Dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, la dégradation de l'environnement a des répercussions négatives sur la santé, le bien-être et la qualité de la vie de l'ensemble de la population, notamment des filles et des femmes de tous âges. Il faudrait reconnaître le rôle des femmes rurales et des travailleuses du secteur agricole et prêter une attention particulière à leur situation, ...

L'exposition à des risques écologiques au foyer et au travail peut avoir une incidence disproportionnée sur la santé des femmes parce que leur réaction aux effets toxiques des divers produits chimiques est différente de celles des hommes. La santé des femmes est particulièrement menacée dans les zones urbaines où il existe une forte concentration d'établissements industriels pollués.

Source : Programme d'action de Beijing, paragraphe 247.

Incidences de la sécheresse et du tremblement de terre sur les femmes rurales de Gujarât (Inde)

Parce que le travail des femmes rurales dépend si fortement des ressources, elles subissent un chômage immédiat et une perte indirecte de la dégradation des ressources naturelles. Les ressources en eau sont un point à considérer. Déjà les sources en eau peu régulières ont été rendues inutiles par le tremblement de terre alors qu'ailleurs la qualité de l'eau s'est détériorée. Les femmes étant responsables de la fourniture d'eau, une offre d'eau plus limitée entraîne une perte de temps pour des travaux lucratifs. L'absence d'eau réduit les possibilités des femmes de gagner de l'argent par un travail lucratif dans des fermes locales. Lorsque des perturbations du système hydrologique ont salé l'eau, les femmes dont le revenu dépend de l'eau peuvent perdre une source de revenus fiable quoique limitée. Les femmes ramasseuses de sel qui représentent 50 % de la main-d'œuvre migratoire du Little Rann, courent un grand risque de difficultés économiques dans ces conditions qui peuvent les

forcer à quitter leurs villages pour prendre n'importe quelle forme de travail dans les villes. Les connaissances locales et la perspective historique des femmes sur l'emploi fondé sur les ressources naturelles est un atout essentiel des planificateurs économiques travaillant au niveau de la communauté. Leur travail en qualité de gardiennes, d'utilisatrices et de gestionnaires de ressources naturelles rares leur donne une position d'expertes dans les décisions à prendre pour reconstruire d'une manière qui atténue les dommages des futures catastrophes. A travers les castes, les classes, et les âges, les perspectives des femmes sur les environnements, les catastrophes et le développement doivent être utilisées pour reconstruire l'économie de Gujarât.

Source : Elaine Enarson, « We want work », *Rural women in the Gujarat drought and earthquake*, Quick-Response Research Grant Report to the Natural Hazards Research & Information Centre (www.colorado.edu/hazards/qr/qr135/qr135.html).

perturbés ou détruits. Des maisons endommagées sont des lieux de travail endommagés pour toutes les femmes. Pour celles dont le revenu vient de la maison, la perte du logement signifie souvent la perte du lieu de travail, des outils, du matériel, de l'inventaire, des fournitures et des marchés. Outre les agriculteurs qui peuvent perdre leurs quelques arpents de terre, le bétail, les outils, les semences et les fournitures, les travailleurs agricoles rémunérés, les travailleurs migrants et les femmes employées comme main-d'œuvre pro-

visoire dans le secteur informel perdent leur travail et leurs revenus. Les biens prévus pour l'enseignement ou le mariage des jeunes filles doivent souvent être vendus, parfois même les fillettes elles-mêmes quand aucune autre solution ne peut être trouvée. La violence dans les foyers augmente à la suite des catastrophes et de l'absence d'autres logements après une inondation ou un tremblement de terre, rendant la vie encore plus difficile pour les femmes qui veulent mettre fin à des relations violentes.

Les femmes réduisant les dangers des catastrophes et y faisant face

Le lien critique entre l'égalité des sexes, le développement durable et la réduction des catastrophes naturelles n'est pas la vulnérabilité des femmes, ou même ce qui arrive aux jeunes femmes et aux femmes dans des tempêtes terribles ou de longues sécheresses, mais leur rôle longtemps avant et même encore plus longtemps après ces événements. La situation sociale des femmes permet de les désigner comme « personnes essentielles pour la prévention » des catastrophes naturelles, pour emprunter le langage de la Décennie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes naturelles. Tirer parti de leur force — la connaissance des femmes, des gens et des écosystèmes locaux, leur capacité, les réseaux sociaux et les organisations communautaires — aide les communautés à réduire les situations et les événements dangereux, à faire face efficacement aux catastrophes lorsqu'elles se produisent et à reconstruire d'une manière qui permette aux habitants de résister davantage aux conséquences des catastrophes à venir.

Les exemples ci-après montrent comment en agissant de la sorte les femmes font un usage raisonnable de l'environnement et des relations et institutions sociales plus égalitaires. En ce sens, les femmes et leur autonomisation sont vraiment au centre du développement d'un mouvement social mondial intégré vers un développement durable et une réduction naturelle des catastrophes. Les exemples concernent des femmes qui limitent les conséquences des dangers de l'environnement; qui prennent des mesures sur le plan local pour évaluer les vulnérabilités aux catastrophes et les capacités de résistance qui éveillent l'attention au sujet de ces catastrophes et s'y préparent; enfin qui répondent aux besoins urgents. Elles illustrent les nombreux types de situations, d'obstacles et de

possibilités qui sont particulières aux rôles et aux responsabilités sociales, économiques ou culturelles des femmes, et cela doit être pris en compte et utilisé dans une planification efficace de prévention et d'atténuation des catastrophes, en tenant compte des sexes des personnes.

Les femmes limitent les dangers de l'environnement

En qualité de fournisseuses et de productrices, les femmes sont souvent en mesure d'aider leur foyers, leur voisinage et les communautés moins vulnérables aux effets des dangers naturels et des catastrophes. Les stratégies vont d'une action en collaboration, à un activisme au niveau de la population locale.

L'action des femmes est souvent menée en collaboration. Leurs capacités et leur connaissance des conditions locales peuvent les aider à mieux se préparer contre les agressions à l'environnement. On peut citer comme exemple le district nord de Gujara't (Inde) où les femmes ont organisé une action collective pour assurer un apport mas-

sif de fourrage pour nourrir le bétail pendant les périodes de sécheresse, assurant ainsi un apport continu de lait pour les femmes et un revenu plus sûr pour les foyers.

Les innovations technologiques des femmes peuvent amener des solutions aux problèmes de l'environnement. Au Bangladesh, les femmes de ménage accroissent la sécurité alimentaire en transformant les déchets de la cuisine en engrais pour le sol. Elles se préparent aux inondations en entassant du fourrage pour leur bétail, en plantant des arbres autour des maisons basses qu'elles construisent avec des matériaux locaux, et qui sont dotées de supports croisés contre les vents violents, et en choisissant des plantes à croissance rapide pour rendre les sols plus stables. Pour préserver l'eau de pluie, elles tapissent les puits qu'elles creusent avec de la bouse de vache¹⁰.

Comme les femmes gagnent leur vie à partir des plantes et d'autres matières premières, elles ont joué un rôle actif dans un forum à plusieurs participants qui recherchent les problèmes de durabilité. Après avoir étudié les problèmes locaux, le projet des femmes urbaines des terres humides de Jinga en Ouganda a été lancé afin de pro-

mouvoir d'autres stratégies visant à générer des revenus, y compris d'autres solutions que les techniques d'agriculture qui avaient contribué à la perte des terres humides. La préservation de ces terres est une stratégie vitale pour gérer les inondations fréquentes dans la région¹¹.

Les femmes travaillant dans les communautés et les réseaux prennent souvent des initiatives afin de réduire les dangers au niveau local. A la suite d'un incendie de broussailles destructif en Australie, par exemple, de nombreuses femmes ont réagi lorsqu'une femme locale a lancé un appel pour des volontaires chargés de prévenir les incendies. Les femmes ont ensuite fait des visites personnelles régulières au début de la saison des incendies à toutes les familles de la région, les aidant à enlever les broussailles autour de leur maison et à réduire la vulnérabilité au feu. Les autorités locales étaient opposées à ce programme qui s'est néanmoins déroulé avec succès pendant un certain nombre d'années, et ont finalement désigné un homme chargé de faire l'éducation sur les feux de broussailles et de les empêcher. « Depuis sa nomination, aucune brochure n'a été distribuée, pas un seul appel pour rappeler aux gens qu'ils doivent quitter leurs terres ou les aider, et personne n'a rendu visite aux personnes frêles et âgées pour élaborer des plans d'évacuation¹². »

Les femmes sont capables de conserver des ressources pour satisfaire les besoins de leur famille, de leurs animaux et de leurs cultures. L'Institut communautaire pour l'atténuation des catastrophes et l'Association des femmes indépendantes (un syndicat et un réseau social pour les femmes à faibles revenus) étaient déjà bien connus dans la région qui a été frappée par le tremblement de terre de janvier 2001 dans l'Etat de Gujara't (Inde), et qui a également souffert pendant des années d'une sécheresse grave. La préservation de l'eau était d'autant plus importante après le tremblement de terre, car celui-ci a détruit ou endommagé de nombreux puits, étangs

Les femmes accroissent la sécurité alimentaire

Le système de sécurité du fourrage pour les femmes de Banaskantha met les gens au centre de sa stratégie. Il s'éloigne des mesures de secours et fournit une solution de développement à long terme en réduisant les effets de la sécheresse et en renforçant la capacité de la communauté à se préparer à l'arrivée d'une catastrophe. Les femmes sont chargées de la sécurité du fourrage et de maintenir la famille pendant la sécheresse. Elles ont bénéficié du système de plusieurs manières. La sécurité du fourrage leur a donné une sécurité alimentaire et a accru leurs

possibilités de gagner de l'argent. Une réduction des migrations a diminué la pression sur leurs responsabilités car les hommes ont commencé à rester dans le village tout au long de la saison sèche. A un niveau plus stratégique, les femmes participent à la vie publique avec les hommes et notamment à la prise de décisions relatives au programme.

Source : Mihir Bhatt, « Maintaining families in drought India: the fodder security system of Banaskanta women », South Asian Women Facing Disasters, Securing Life, P. Fernando et V. Fernando, édés., p.44.

et des cuves de stockage et, dans certains endroits, a rendu l'eau trop salée pour pouvoir être utilisée. L'œuvre de l'Association des femmes indépendantes et de l'Institut pour l'atténuation des catastrophes, associés aux femmes locales avant le tremblement de terre pour promouvoir le stockage de l'eau de pluie dans des conteneurs familiaux, des puits, ainsi que des étangs communautaires, a constitué une ressource incalculable pour ces communautés frappées par la sécheresse et luttant contre les effets d'un tremblement de terre très destructif.

Dans le Banaskantha proche, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) travaille dans 75 villages avec des associations locales de femmes à des projets visant à « élaborer une stratégie durable pour lutter contre la désertification grâce à une gestion intégrée des ressources en eau et à un renforcement de l'économie. Environ 40 000 femmes participent à ce programme et prennent des mesures pour lutter contre la désertification en construisant et en tapissant des étangs, en recueillant de l'eau de pluie et en utilisant des systèmes d'irrigation traditionnels¹³. »

Les agricultrices pleines de ressources de Kathaka (Kenya), où l'érosion du sol pose un problème grave, sont un autre exemple de conservation des ressources. Des groupes d'entraide volontaire, consistant essentiellement en femmes du même voisinage agricole, ont été organisés en 12 équipes différentes pour construire des terrasses, des barrages et des écoulements d'eau qui permettent de stabiliser les sols, et ainsi de réduire l'exposition des agricultures à l'érosion dans des cas de tempêtes et d'inondations¹⁴.

Les femmes ont le don de survivre grâce à une « débrouillardise » qui leur permet de protéger des environnements fragiles et des gens en danger. En leur qualité de premières approvisionneuses et donneuses de soins, les femmes ont lutté tout au long de l'histoire pour maintenir la vie pendant les guerres, les crises économiques, les

Les femmes surmontent la dégradation de l'environnement

Parmi les stratégies de lutte des femmes, on peut citer :

- Les femmes consacrent plus de temps, d'efforts et d'énergie à leur travail.
- Les femmes s'adonnent à des activités spéciales visant à rendre davantage de ressources naturelles disponibles et à accroître l'offre. Parmi les exemples de ces activités, on peut citer les plantations d'arbres et la reforestation et les activités de conservation de forêts. Les femmes créent des jardins de légumes près de leurs maisons, installent des points d'eau et régénèrent la terre dégradée...
- Les femmes économisent les ressources. Une stratégie fréquente consiste par exemple à passer à d'autres produits alimentaires qui nécessitent moins de temps de cuisson (ces produits sont tous souvent moins nourrissants), limitant le nombre de repas cuits ou le fait de faire bouillir de l'eau (avec toutes les conséquences pour la santé).

Une autre possibilité est l'utilisation de systèmes permettant d'économiser l'énergie/les ressources...

- Une autre stratégie qui a été reprise par des groupes de femmes est le recyclage. En situation de rareté d'eau, par exemple, elles réussissent à recycler et à réutiliser l'eau à diverses fins.
- Les femmes cherchent également à utiliser d'autres solutions telles que l'énergie solaire et l'énergie du vent pour faire la cuisine, passer à d'autres cultures ou changer les manières ou la technologie des semis.
- Les femmes s'organisent pour empêcher la pollution ou elles nettoient les dépôts d'ordure.

Source : Irene Dankelman, « Gender and environment: lessons to learn », document élaboré pour la réunion d'experts organisée par la Division de la promotion de la femme à Ankara en novembre 2001. ([www.un.org/womenwatch/daw/csw\(env_manage/index.html\)](http://www.un.org/womenwatch/daw/csw(env_manage/index.html))).

épidémies, les troubles civils ainsi que dans le cas de dangers et de catastrophes. Leur compétence et leurs connaissances sont une ressource sans égale dans les communautés soumises aux dangers et subissant des conditions climatiques extrêmes et autres problèmes d'environnement. Leur travail dans les jardins familiaux et leurs petits lots de terre fournissent plus d'alimentation nutritive et augmente l'autosuffisance locale, par exemple grâce aux banques de semences et à la conservation des espèces locales. Les femmes peuvent également diversifier leurs revenus en se protégeant contre la menace constante des pertes extrêmes dues à des catastrophes. Il s'ensuit que les programmes de récupération après les catastrophes devraient prévoir, encore qu'ils ne le fassent sou-

vent pas, « d'aider à reconstruire [les jardins familiaux des femmes] par une distribution d'outils et de semences, des systèmes d'irrigation, des crédits, des banques de semences et d'autres ressources, de la même manière que des ressources semblables sont fournies pour la production de produits agricoles à vendre¹⁵ ».

Au cours de la sécheresse qui a sévi en Afrique du Sud au début des années 1990, Oxfam¹⁶ a aidé à accroître la sécurité alimentaire et la résistance aux catastrophes en travaillant seulement avec des comités élus composés à égalité de femmes et d'hommes. Rapidement connues comme « les femmes d'Oxfam », ces représentantes élues ont travaillé avec une grande efficacité en petits groupes pour distribuer de l'alimentation de secours, partager le travail, la terre

et les outils. « C'est alors que nous avons découvert que notre travail de développement avec ces groupes de femmes n'avait pas seulement donné la possibilité de produire plus de produits alimentaires mais également de mieux connaître leurs problèmes, de gagner une assurance et de le dire en public, enfin d'impressionner tout le monde. Ces femmes étaient donc, si vous le voulez, les grands chefs du moment¹⁷. »

Les femmes relèvent de la population locale dont la mobilisation contre des projets de développement destructifs et à courte vue est reconnue dans le monde entier. Leur rôle dans le mouvement de Chipko contre la déforestation en Inde en est l'exemple le plus frappant. Les femmes sont aussi en tête de la résistance passive au barrage de Narmada dont beaucoup estiment qu'il menace la survie culturelle et économique et créera des problèmes de gestion d'eau à long terme en Inde. En 1998, les femmes ont pris la tête de démonstrations massives qui ont réussi à arrêter les travaux du barrage, même si ce ne fut que temporairement. « Les protestations contre le barrage de la Narmada ont commencé il y a plus de 10 ans et des milliers de femmes ont déclaré qu'elles étaient préparées à se noyer plutôt qu'à se déplacer », a-t-il été rapporté¹⁸.

Au Zimbabwe, un centre des ressources de femmes a organisé un atelier au niveau de la communauté locale pour réfléchir sur des stratégies permettant d'atténuer la situation de sécheresse. Cet effort a souligné l'importance des droits peu sûrs des femmes sur la terre. Les femmes n'ayant pas de propriétés et peu de jouissance sûres avaient beaucoup moins de chance de participer à des projets de forestation et à d'autres activités utiles pour faire face à la sécheresse. Les liens entre le droit des femmes à la terre, l'atténuation des catastrophes et la durabilité sont évidents avec les gens privés d'eau : « Les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes à de la terre arable, le même accès aux services de vulgarisation et au crédits agricoles et un contrôle égal des produits

et des revenus agricoles. Cela accroîtra la capacité des femmes à planifier et à maintenir une meilleure indépendance alimentaire au niveau du foyer avec des effets cumulatifs au niveau local. Alors que rien ne peut empêcher la sécheresse, ces réformes permettent aux femmes de planifier la production alimentaire et de prendre des dispositions pour une sécheresse possible à la saison suivante¹⁹. »

Les femmes évaluent les vulnérabilités et les capacités à faire face aux catastrophes localement

« Toute atténuation des catastrophes se fait sur le plan local²⁰. » Bien que les évaluations communautaires soient généralement le fait de chercheurs ou d'organes de secours extérieurs, ce sont les populations locales qui ont une connaissance réelle des vulnérabilités particulières des individus, des groupes sociaux et des institutions et qui connaissent les stratégies particulières adoptées traditionnellement par les populations pour faire face. La participation des femmes à ces évaluations a une importance vitale : « La connaissance des femmes locales et la pratique de la gestion de l'environnement renforcent la capacité des communautés à faire face dans un environnement fragile et des zones dangereuses et contribuent ainsi à leur survie²¹. » Les exemples ci-après illustrent ce point.

Les femmes locales connaissent les besoins et les forces des gens locaux, par exemple dans le bassin des Caraïbes. Quatre organisations communautaires de base en République dominicaine et à Sainte-Lucie entament la première phase d'un projet de deux ans pour évaluer les risques de leur communauté y compris les catastrophes journalières qui caractérisent les vies des femmes à faibles revenus ainsi que les ouragans, les glissements de terrain et les incendies auxquels elles sont exposées. Avec une formation aux méthodes de recherche de base, les

femmes de ces organisations communautaires mènent des entretiens, enregistrent l'histoire de la vie, développent des essais photographiques et dessinent des cartes des risques pour évaluer leurs propres forces et les dangers auxquels elles doivent faire face. Cette information est intégrée dans les Profils de vulnérabilité communautaire à utiliser par les chefs des communautés et à partager avec les directeurs des mouvements d'urgence locaux. Un ensemble de *Directives pratiques pour aider les femmes à évaluer la vulnérabilité aux catastrophes* a été produit pour aider les groupes communautaires de femmes ainsi que les organisations d'intervention d'urgence à évaluer les risques²².

Les femmes étudiantes et les éducatrices renforcent la capacité des groupes à faire face aux catastrophes naturelles. En partant d'un modèle d'éducation adulte, deux chercheuses et activistes ont élaboré un ensemble d'activités d'apprentissage à la participation, tenant compte des besoins des deux sexes pour l'atténuation des catastrophes, en Afrique du Sud. Évaluer le mode de vie des femmes dans le cas de catastrophes est un élément essentiel de la formation. Les participants aux journées d'étude reçoivent des informations sur la manière dont le sexe est lié aux risques de catastrophes et aident à reconnaître les dynamiques du sexe dans les petits groupes de travail lorsqu'ils sont formés à la gestion des risques²³.

Les femmes renforcent la santé communautaire en prenant des initiatives dans de nombreux domaines en vue de déterminer les problèmes de santé communautaires provenant de la pollution de l'environnement et de la contamination. Cela était évident à Malabon (Philippines), par exemple, à la suite d'une inondation extrêmement grave. Le club local de Soroptimists International a organisé deux ateliers qui ont connu un grand succès avec la participation de toutes les personnes intéressées. Dans le premier atelier, les femmes de Soroptimists et d'autres ont travaillé avec les participants à dé-

terminer les causes structurelles de l'inondation; dans le second atelier elles ont énuméré un certain nombre de réaction possible à court et à long terme²⁴.

Les femmes accroissent la conscience des catastrophes et se préparent à y faire face

L'évaluation des risques constitue la base des projets de planification et de préparation d'activités d'urgence locales. La participation des femmes à ces efforts est indispensable car leurs connaissances, leurs positions sociales et leurs rôles leur permettront d'avoir une tactique mieux préparée pour faire face aux catastrophes.

Les femmes ont davantage de connaissance sur l'environnement et sur la gestion que jamais auparavant même si leur représentation dans la gestion des cas d'urgence et dans les professions et organisations environnementales varie largement entre les organisations et les régions. Une directrice des mesures d'urgence de l'Ouest des Etats-Unis a noté, par exemple, la nécessité de matériaux appropriés à la culture dans sa région, écrivant : « Nous pouvons faire une différence dans la vie des gens lorsque nous donnons aux femmes d'autres cultures la possibilité d'atténuer une catastrophe, d'y répondre et de se rétablir après une catastrophe²⁵. » Un équilibre entre les hommes et les femmes dans les projets de réduction des risques et dans la gestion des situations d'urgence est une première étape nécessaire²⁶.

L'expérience acquise par les femmes en tant qu'éducatrices communautaires efficaces, en particulier celles qui participent à l'éducation des familles et au système scolaire renforce leur capacité à avoir conscience des catastrophes et à s'y préparer. Dans les Caraïbes, pour prendre un exemple, on a observé que les opinions des vieilles femmes au sujet des dangers sont crédibles car les enfants ont un grand res-

pect pour ce que leur « grand-mère a toujours dit²⁷ ».

À Hawaï, des femmes participant au groupe de lutte contre El Niño à la fin des années 1990 ont élaboré des programmes d'enseignement public visant à apprendre aux villages locaux à promouvoir la préservation de l'eau et à prendre des mesures de santé publique. Des campagnes incitant les gens à traiter les eaux souterraines suspectes avant de les boire ont ainsi permis de réduire de manière importante les diarrhées. En fournissant aux femmes des prévisions et des avertissements, on a pu réduire de manière considérable ce danger²⁸.

Subsistant pauvrement en bordures des grandes villes, les femmes indigentes ont peu d'autorité mais beaucoup de responsabilité en ce qui concerne la satisfaction des besoins urgents de la famille, notamment l'élimination des déchets et la préservation de l'eau. L'Organisation mondiale de la santé

(OMS) a collaboré avec des comités de locataires locaux dans des zones de taudis urbains autour d'Alexandrie (Egypte) pour déterminer quelles jeunes femmes pouvaient être formées. Des connaissances de l'environnement des universités locales leur ont enseigné pendant six semaines des pratiques saines concernant l'environnement et notamment la gestion des eaux usées. Connues sous le nom de « promoteurs de l'environnement » les jeunes femmes ont gagné un respect nouveau de la part des autorités municipales dominées par les hommes et ont profité de leur connaissance de l'environnement pour faire pression sur ces autorités afin d'améliorer les implantations informelles et notamment de paver les routes soumises aux inondations²⁹.

Lorsque la ville de La Masica (Honduras) n'a signalé aucun décès après l'ouragan Mitch, la participation active des femmes aux programmes d'enseignement communautaires en-

Les femmes courent un risque dans la région Asie-Pacifique

Nous reconnaissons que les risques et les incidences des crises de l'environnement et des catastrophes naturelles sont ressenties différemment par les femmes et par les hommes et sont assurés par leurs différences d'accès, de contrôle sur les ressources... Nous reconnaissons également que les politiques et pratiques de développement dans la région Asie-Pacifique ignorent souvent la nécessité de préserver l'intégrité de l'environnement où les gens et les communautés peuvent vivre et améliorer leurs modes de vie. Cela a entraîné une vulnérabilité sans égale de l'environnement et a multiplié les catastrophes naturelles aux incidences plus fortes... Nous estimons qu'une démarche fondée sur les droits de l'homme est particulièrement importante pour une analyse des crises de l'environnement et des situations

de catastrophes naturelles fondées sur les différences entre les hommes et les femmes. Nous prions instamment les Etats membres de reconnaître l'incidence des politiques et projets de développement sur les crises de l'environnement et les catastrophes naturelles qui se manifestent d'une manière aggravée et différente pour les femmes causant la perte de leurs revenus, de leur lieu de travail et de leurs moyens de vie; et souvent entraînant la destitution et la négation des droits des femmes.

Source : Nilufar Matin, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development. « Women's human rights considerations in environmental management and migration of natural disasters », présenté par la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies, 6 mars 2002.

treprise par l'agence de réduction des désastres en Amérique centrale, six mois auparavant, a été louée. « Des conférences sur l'égalité des sexes ont eu lieu, et en conséquence la communauté a décidé que les hommes et les femmes devraient participer en parts égales à toutes les activités de gestion des dangers. Lorsque Mitch a frappé, la municipalité était prête et a évacué la région rapidement évitant ainsi des décès... Les femmes ont également repris aux hommes qui avaient abandonné la tâche de contrôler en permanence le système d'alerte précoce. » Quelques vingt ans auparavant, un événement semblable s'est déroulé au Honduras après l'ouragan Fifi lorsque des femmes sont intervenues pour préserver le sol abandonné par les hommes³⁰.

Les femmes se proposent davantage comme volontaires dans des projets de préparation avant les catastrophes plutôt qu'après, les hommes étant plus libres de quitter le foyer et d'offrir une aide aux étrangers³¹. Par exemple, les femmes sont extrêmement actives dans les programmes de préparation à des états d'urgence fondés sur le voisinage au Canada et aux États-Unis, en particulier chez les femmes de la classe moyenne qui ont plus de contrôle sur leur temps personnel et d'autres ressources³².

Les femmes répondent aux besoins urgents

Une grande partie du travail des femmes dans les catastrophes est invisible, sous-évaluée et inconnue socialement. Toutefois, les réponses des femmes aux états d'urgence par le biais de leurs organisations locales, telles que les syndicats, des associations culturelles, les réseaux contre la violence et les groupes de développement communautaires, ainsi que leur accès aux ressources de secours international font une différence réelle, car elles mettent en œuvre des secours rapides et efficaces en cas de catastrophe.

À la suite des tremblements de terre en Inde et en Turquie, des groupes des

femmes ont été très actives à évaluer les besoins en secours et à aider les femmes à recevoir des parts équitables de produits alimentaires³³. La Fondation d'aide au travail des femmes, une organisation turque non gouvernementale, a travaillé grâce aux ressources de ses nombreux centres de femmes et d'enfants pour faire face aux besoins des survivants au tremblement de terre. Ces centres, qui aident les groupes de femmes locales qui font des économies, qui donnent des soins aux enfants, qui entreprennent des projets rapportant des revenus et d'autres activités, se sont avérés extrêmement utiles après le tremblement de terre catastrophique de 1999. Les efforts déployés par les femmes pour faire face aux conséquences du tremblement de terre ont aussi donné l'idée aux locataires d'organiser des coopératives de logement. Les femmes et le groupe de développement Swayam Shikshan Prayog (SSP) ont aidé à construire des logements et des centres communautaires à Gujarât³⁴.

En République dominicaine, par exemple, la Mujer, une organisation non gouvernementale, a contribué à apporter une assistance aux habitants touchés par le cyclone Georges. Des observateurs ont rapporté que « les membres de la communauté, en particulier les hommes, ont modifié leur opinion à l'égard des femmes... Les femmes ont créé de meilleures relations avec les autorités locales et cette expérience a prouvé la capacité des femmes à diriger des affaires³⁵. » En 1999, les centres de femmes affiliés au Réseau des femmes nicaraguayennes contre la violence ont réagi immédiatement au cyclone Mitch en distribuant des fournitures de base. Travaillant en coopération avec le conseil local et le maire, les centres de femmes ont pris la responsabilité de construction de maisons « à cause de leur expérience dans ce domaine et de leur réseau dans les communautés touchées ». Les femmes du Royaume-Uni ont participé à une brigade féminine de reconstruction pour aider les centres du Nicaragua³⁶.

Reconnaissant le besoin urgent des femmes en matière de revenus à la

suite du tremblement de terre de Gujarât, l'Association des femmes indépendantes n'a pas seulement aidé à diriger et à apporter des aides d'urgences telles que des produits alimentaires, des vêtements et de l'eau mais a également fourni des trousseaux de travail aux femmes dans des tentes³⁷. Travaillant avec l'Institut d'atténuation des catastrophes, les représentantes de l'Association des femmes indépendantes ont également rendu visite à des femmes rurales afin d'évaluer l'incidence économique indirecte de la sécheresse et du tremblement de terre et pour veiller à ce que le mode de vie de ces femmes soit clairement pris en compte dans les programmes de relèvement du gouvernement. Dans une des régions de Gujarât, une équipe de cinq femmes fonctionnant de manière indépendante par rapport aux autorités municipales a géré le système d'eau local qui arrosait quatre villages des plaines arides de Surendranagar. Un reporter a décrit leurs efforts dans une situation de crise : « Lorsque le tremblement de terre a endommagé les tuyaux qui reliaient aux bidons de stockage d'eau d'une capacité de 450 000 litres d'eau qui étaient situés en l'air, ce sont ces femmes qui, aidées par l'Association des femmes indépendantes (essentiellement des ramasseuses de sel), ont eu le courage de grimper sur les structures et de réparer les dommages. Le maçon s'est simplement enfui et a refusé de faire quoi que ce soit car il y avait encore de fréquents tremblements de terre³⁸. »

Les organisations de femmes locales peuvent être des partenaires de grande valeur pour des organisations extérieures qui font face à des catastrophes naturelles. L'Organisation internationale du Travail, par exemple, a pu utiliser ses relations solides avec l'Association des femmes indépendantes dans ses efforts pour aider les ouvriers qualifiés et les autres femmes touchées par le tremblement de terre. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est associé au Gouvernement norvégien et aux associations de femmes dans 180 villages touchés

de la région pour élaborer des projets de remise en état du mode de vie des femmes travailleuses³⁹.

Les organisations nationales et internationales des femmes, y compris des femmes d'affaires et des femmes professionnelles, les groupes de micro-crédits et d'économie et les banques de femmes, les groupes de femmes fondés sur une religion et les femmes organisées autour des objectifs politiques et féministes aident fréquemment les femmes dans des situations de catastrophe⁴⁰. Les organisations nationales peuvent travailler avec les groupes de membres locaux. A la suite du cyclone Andrew de Miami, par exemple, l'Association nationale des femmes chefs d'entreprises a créé un nouveau fonds de secours pour collecter de l'argent à l'intention des membres locaux et a envoyé du nouveau matériel de bureau et d'autres fournitures nécessaires⁴¹.

Un membre du personnel du Programme alimentaire mondial au Nicaragua a observé pendant le cyclone Mitch la contribution très diverse des femmes au cours et après les catastrophes et notamment : « Après la fin de la tempête, l'aide internationale a commencé à entrer dans la région près du village. Elle a vu que le chef du village qui avait perdu sa ferme était plus intéressé par ses propres besoins que ceux des membres du village... Elle s'est donc rendue au bureau du maire pour la première fois. Elle a rendu visite aux volontaires du Corps de la paix dans la ville, qu'elle ne connaissait pas. Grâce à son dévouement, à son insistance et à sa patience, elle a pu faire construire plusieurs maisons qu'elle a mises légalement au nom de la femme ou de la mère. Elle a insisté pour que des latrines soient construites pour chaque famille. Elle a obtenu que 10 000 arbres soient plantés sur les collines victime de déforestation qui entouraient son village. Elle a appris des tactiques de diversion de l'eau et a trouvé un ingénieur qui a appris aux habitants du village à creuser des rigoles d'irrigation tapissées de gazon⁴². »

Les communications entre les institutions d'aide en cas de catastrophes et les communautés frappées étaient impossibles après le cyclone Mitch. A Tegucigalpa (Honduras), le coordinateur d'un projet de développement durable a utilisé de nouvelles techniques d'information telles que des courriels pour mettre les communautés dans le besoin en communication avec des organisations extérieures. Finalement, un groupe de 100 volontaires a été formé pour analyser et diffuser l'information sur les besoins urgents et les ressources disponibles. Reconnaisant l'absence d'accès à l'Internet dans les régions pauvres, le groupe a obtenu un financement extérieur pour fournir des ordinateurs et une formation à près de 800 personnes, « convaincu que ces connaissances réduiraient la vulnérabilité des Honduriens aux catastrophes à venir⁴³. »

L'exercice non protocolaire de l'autorité par les femmes est une partie essentielle de la vie politique de la plupart des communautés, comme ce fut le cas lorsque la ville de Manzanillo, dans l'Etat mexicain du Colima, a subi les conséquences du tremblement de terre de 1995. Une organisation du voisinage menée essentiellement par des femmes a repris vie sous le nom de Comité de la reconstruction. « Elles ont évalué le dommage de chaque maison et ont élaboré un plan pour reconstruire le district. Elles ont organisé une veille pour prévenir les vols, ont remplacé elles-mêmes les plaques des rues et ont travaillé pour permettre à la distribution d'eau de reprendre... Les femmes de l'association du voisinage ont travaillé dur pour résoudre les problèmes dus au tremblement de terre. Elles affirment que leur lutte n'est pas politique mais plutôt pour le bien-être des familles... Suivant celles que nous avons interrogées, ces femmes s'organisent plus efficacement que les hommes pour demander de l'aide. En général, les hommes déclinent de participer soit parce qu'ils sont convaincus que le gouvernement doit les servir une fois qu'ils ont payé leurs impôts ou parce qu'ils ne veu-

lent pas être vus avec un groupe de femmes⁴⁴. »

De plus en plus, les femmes réagissent aux catastrophes naturelles en tant que gestionnaires de l'urgence dans les organisations publiques et privées. Alors que le préjugé contre le sexe féminin est toujours un problème dans la plupart des organisations et des ONG travaillant à résoudre les problèmes posés par des catastrophes, les possibilités pour les femmes dans le travail de gestion officielle d'urgence dominé par les hommes augmentent. Dans une étude de 1990 sur les Caraïbes, deux pays seulement sur 22 avaient des femmes à la tête des bureaux de gestion des urgences nationales⁴⁵. L'accroissement de ces proportions est important mais pas plus que le fait d'amener des femmes simples dans tous les aspects de la réduction des catastrophes et des mesures prises pour rendre la situation normale⁴⁶. Le fait de s'intéresser aux connaissances et aux compétences des femmes dans les domaines clefs de la gestion des urgences, tels que la santé, peut faciliter la participation des femmes.

Comment la résistance aux catastrophes est renforcée par l'égalité entre les personnes des deux sexes

Comment tirer parti des « possibilités » pendant la reconstruction

Les catastrophes sont des processus sociaux complexes. Leurs effets peuvent être diffus et difficile à anticiper ou à mesurer. Les gains économiques et les pertes sont communes. La solidarité peut s'accroître ou diminuer. Les conflits provoqués par les catastrophes galvanisent souvent les gens et entraînent des demandes de changement politique, par exemple, par des campagnes contre les inégalités et les insuffisances gouvernementales. Une

fois que la période d'unité sociale courte (« la communauté thérapeutique » de la catastrophe) a pris fin, les inégalités sociales fondées sur la classe, la caste, la race ou l'ethnicité, l'âge, les capacités physiques et le sexe peuvent rapidement réapparaître.

Quelle que destructives qu'elles puissent être, les catastrophes naturelles offrent cependant de nombreuses possibilités d'évolution sociale. Trop souvent, cependant, les possibilités de s'intéresser aux inégalités entre les sexes sont négligées tellement le désir de retourner rapidement à « une vie normale » et notamment à des normes, des valeurs et à des stéréotypes « normaux » en matière de sexe est fort. Le travail des femmes dans le secteur non structuré est rarement inclus dans les mesures de relèvement économique suivant une catastrophe tout juste comme les besoins émotionnels spéciaux des garçons et des hommes sont négligés dans les programmes de santé mentale qui suivent les catastrophes.

Dans le même temps, il y a cependant des preuves que les vieilles règles peuvent perdre de la force, même si ce n'est que temporairement, lorsque les gens réagissent aux conditions d'urgence produites par les conflits armés et les catastrophes naturelles. A la suite du cyclone Mitch en Amérique centrale, par exemple, on a observé que davantage d'hommes faisaient la cuisine et prenaient plus de responsabilité à l'égard des enfants⁴⁷. Pendant une période de sécheresse à Sri Lanka, à une époque où les gens devenaient plus dépendants de l'eau fournie par le gouvernement, les hommes ont pris davantage de responsabilités pour fournir de l'eau potable et amener à la maison des conteneurs de plastic de 25 litres sur des bicyclettes ou des tracteurs⁴⁸. Les femmes qui protestaient contre les préjugés sexuels dans les programmes d'aide et de redressement de Miami ont mis en place les conditions pour permettre d'assurer, dans les catastrophes à venir, que l'égalité entre les sexes ne serait pas oubliée.

Essayer de résoudre des inégalités sociales immédiatement après les ca-

tastrophes fait fréquemment partie du travail de reconstruction des femmes. Lorsque la violence contre les femmes a augmenté à la suite du cyclone Mitch, une organisation non gouvernementale, « Puntos de Encuentro » a intégré un enseignement contre la violence directement dans le travail de remise en état suivant la catastrophe. Utilisant à cette fin divers médias, l'organisation a élaboré une campagne d'éducation communautaire afin de transmettre le message suivant : « La violence contre les femmes est une catastrophe que les hommes peuvent empêcher. » Un observateur a rappelé ce qui suit : « Il est clair quand on regarde les visages des participants que cet atelier ne leur permet pas seulement de sortir de la tension émotionnelle suivant le traumatisme mais aussi d'envisager la nécessité de transformer les rôles des sexes dans leur communauté. » Comme d'autres ONG et d'autres groupes de femmes, Puntos de Encuentro s'est beaucoup consacrée à l'aide après le cyclone mais est allée beaucoup plus loin. Son œuvre visant à empêcher la violence à l'égard des femmes permettra d'aider à limiter cette violence dans les catastrophes à venir et constitue un modèle pour profiter des « chances de succès » dans la lutte contre les inégalités structurelles qui minent la solidarité communautaire dans le cas de catastrophes⁴⁹.

Pattan, une organisation non gouvernementale, a pris des initiatives pour faire face à l'inondation du Pakistan au début des années 1990 et constitue un autre exemple où on s'est occupé de cas d'inégalités sociales directement à la suite d'une catastrophe. Les membres de Pattan ont veillé à ce que les femmes ainsi que les hommes soient représentés aux comités de village qui ont donné des conseils sur les projets de secours après l'inondation. Observant l'absence de sécurité des femmes en matière de logements, l'ONG a cédé des maisons nouvelles construites après l'inondation au nom conjoint des femmes et des hommes et ont aidé les femmes illettrées à faire la comptabilité nécessaire au remboursement

des prêts, dans leur rôle nouveau de copropriétaires. Un chercheur qui a étudié l'œuvre de Pattan a conclu ce qui suit : « Cela a été le début de l'autonomisation des femmes. Elles prennent maintenant des responsabilités dans d'autres projets et apprennent à accomplir de nouvelles tâches correctement. Elles ont gagné de la confiance et de l'amour propre, ce qui est une étape importante pour permettre aux femmes de prendre le contrôle de leurs propres vies, diminuant leur vulnérabilité en cas de crise⁵⁰. »

Les femmes profitent de plus en plus de la solidarité qui apparaît au cœur des calamités et s'organisent après les catastrophes. Plus de 40 organisations de femmes (ethniques, culturelles, sociales, religieuses économiques, etc.) se sont réunies dans le grand Miami dans une coalition appelée « Les femmes vont reconstruire » à la suite du cyclone de 1992. Elles se sont rencontrées régulièrement pendant la période de reconstruction et de secours pour réduire les préjugés sexuels dans les activités menées. Ces organisations travaillaient avec les médias locaux pour souligner les besoins des femmes et des enfants et ont fait pression pour distribuer les secours et les dons du gouvernement en fonction de ces besoins. Leurs objectifs visant à redistribuer juste 10 % des fonds disponibles aux femmes et aux enfants et à accroître la proportion des femmes sur le comité de distribution des dons du groupe de secours dominé par les hommes « Nous reconstruirons » n'ont pas été réalisés. Cependant, le groupe « Les femmes reconstruiront » a réussi à influencer sur les décisions de consacrer davantage de fonds d'aide aux services de jeunes et ont amené davantage de femmes dans le mouvement « Nous reconstruirons ». Le fait de travailler ensemble après une crise a aidé la communauté féminine très divisée de Miami à s'unifier autour d'objectifs communs et a fait naître des espoirs que les besoins et les priorités des femmes et des enfants bénéficieraient de l'attention voulue lors du prochain cyclone qui frappera Miami⁵¹.

Neuf ans après le tremblement de terre destructif de Spitak (Arménie) de 1988, un petit groupe de femmes spécialistes des sciences ont organisé l'ONG « Les femmes pour le développement » pour contribuer à réduire la vulnérabilité sociale lors des prochains tremblements de terre. L'un de leurs projets importants a été le lancement d'activités de formation pour les professeurs et les élèves des écoles primaires et secondaires aux mesures à prendre pour se protéger contre les tremblements de terre (« N'ayez pas peur, soyez prêts ! »). Le groupe a également aidé des gouvernements locaux et régionaux à planifier des activités coordonnées en réponse à un tremblement de terre et à lancer des campagnes de presse soulignant le rôle des femmes dans la préparation aux catastrophes. Les efforts du groupe ont fait connaître « un nouveau type positif de femmes qui ne se contentent pas de supporter en silence les résultats des catastrophes mais sont aussi prêtes à fournir leurs connaissances et leurs capacités pour en réduire la gravité⁵² ».

Les efforts de reconstruction peuvent également faciliter la destruction des obstacles qui empêchent la pleine participation des femmes aux activités visant à atténuer les conséquences de catastrophes, à se préparer et à reconstruire tout en aidant à lutter en général contre les divisions sociales. Par exemple, lorsque la Croix-Rouge allemande et le Croissant-Rouge du Bangladesh se sont engagés à lutter contre le cyclone de 1991 en tenant compte de l'égalité des hommes et des femmes, la communauté entière en a tiré des bénéfices. Des comités de villages pour la préparation aux catastrophes comprenant un nombre égal d'hommes et de femmes ont été créés pour fournir une formation aux femmes. Avec les hommes souvent partis en ville ou travaillant dans les champs, les femmes ont été formées à sauver des produits alimentaires et d'autres biens et à choisir les objets qui devaient être mis dans des abris. Le comité de secours s'est également efforcé d'accroître la conscience des hommes et

des femmes sur l'importance de l'égalité entre les sexes et a offert aux femmes davantage de possibilités d'échanger des idées entre elles⁵³.

À la suite de catastrophes naturelles, des possibilités d'acquisition de capacités non traditionnelles et d'emplois augmentent souvent, bien que les divisions du travail entre les hommes et les femmes définissent des contours larges du travail d'urgence des femmes et des hommes. En Inde, les femmes ont acquis une formation à des techniques de construction de maisons sûres après les tremblements de terre de Latur et de Gujarât dans le cadre de groupes de femmes communautaires, d'organes chargés d'atténuer les souffrances et de programmes d'Etat pour le redressement. Elles ont aussi contribué à créer de nouveaux styles de maisons qui servaient mieux leurs besoins en matière de travail et de résidence. Certains rapports des Etats-Unis montrent qu'après une inondation ou un cyclone des femmes peuvent gérer la reconstruction des maisons, organiser des équipes de travail, apprendre et pratiquer de nouvelles techniques de réparation des maisons et négocier avec les agents d'assurance pour la reconstruction de leurs foyers. D'autres travaillent dans des magasins de distribution, à la reconstruction du paysage et à la construction au cours de la période de reconstruction⁵⁴.

Lorsque la moitié de la population a été déplacée, à cause d'une éruption volcanique importante, les femmes de Montserrat ont créé un nouveau groupe appelé « Les femmes en mouvement » et ont aidé les femmes éloignées de leurs foyers et de leurs lieux de travail en leur apprenant des méthodes de formation dans des domaines traditionnels et non traditionnels tels que les technologies informatiques. Grâce aux efforts qu'elles ont déployés, les femmes ont obtenu plus de travail sur les lieux de construction dominés par les hommes et ont gagné une confiance en elles-mêmes et une indépendance économique. Le processus de prise de décisions consensuel du groupe aurait aidé à unir les femmes traumatisées

par la catastrophe qui les avait privées de leur mode de vie. Non seulement les activités des « Femmes en mouvement » ont accéléré leur redressement à long terme, mais elles ont également donné aux femmes la foi en « leur propre capacité à modeler et à diriger leur vie » et les a encouragées « à entrer dans de nouvelles relations avec leurs hommes et la société dans laquelle ils vivent⁵⁵ ».

Les suites des catastrophes ont encouragé de nouvelles campagnes politiques. Lors de la reconstruction des façades détruites par le tremblement de terre de 1985 à Mexico, les conditions de travail des *costureras* (tailleurs) ont été exposées de manière vivante. Deux jours après le tremblement de terre, les femmes appartenant à 42 usines ont créé, le 19 septembre, le Syndicat des ouvrières de l'industrie textile qui est devenu le premier syndicat indépendant à être reconnu par le Gouvernement mexicain en plus d'une décennie. Un observateur se rappelle la scène : « Les jours suivants, les femmes se sont réunies pour traiter du problème immédiat de l'alimentation, de l'eau, des abris, de la santé; elles ont été rejointes par des membres de la famille qui avaient perdu une femme, une mère, une sœur ou un amant. La réponse des fonctionnaires du gouvernement et du "patron", le propriétaire de l'usine, a transformé leur tristesse en rage et a créé un mouvement populaire qui a obtenu l'appui des organisations féminines dans tout le Mexique. Lorsque les ouvrières de l'industrie textile et les membres de leurs familles ont prié le gouvernement d'amener de l'équipement lourd et du personnel pour rechercher les survivants et découvrir les corps, les propriétaires ont embauché des gens pour enlever le matériel et les matières premières alors que des femmes étaient encore enterrées sous les débris⁵⁶. »

Les femmes peuvent gagner davantage d'influence sur le gouvernement et sur les organisations chargées de faire face aux cas d'urgence lorsqu'elles s'activent dans tout le proces-

sus du désastre. A la suite du tremblement de terre de 1993 dans le nord de l'Inde (Latur), un réseau de groupes de femmes et d'associations rurales organisés par Swayam Shikshan Prayog (SSP) s'est transformé en « consultant de la communauté », établissant le contact entre les communautés touchées et les fonctionnaires du gouvernement pour accélérer les secours qui devaient promouvoir le développement communautaire à long terme. De manière plus significative, elles ont joué le rôle de contrôleur du processus de reconstruction des maisons, formant des femmes locales comme observatrices et comme consultantes techniques pour accroître leur responsabilisation et aider à assurer un développement équitable.

Outre l'aide d'urgence, les femmes turques travaillant par l'intermédiaire de la Fondation d'aide au travail des femmes se sont mobilisées en petits groupes pour mener des enquêtes sur les logements après la catastrophe afin de documenter les manques et les besoins des locataires. Elles ont rendu visite aux fonctionnaires locaux pour partager cette information et faire connaître les besoins en matière de logement et les besoins connexes des femmes. Elles ont obtenu une augmentation du financement de l'Etat pour les enfants, plus de possibilités pour les femmes dans les travaux de construction et des consultations régulières entre les femmes affectées et les autres personnes au cours du processus de reconstruction.

La solidarité internationale entre les femmes peut aussi s'accroître à la suite d'une catastrophe majeure. A la suite du tremblement de terre de Marmara en 1999, des visites personnelles entre les survivants du désastre en Turquie et en Inde ont permis aux femmes d'échanger des leçons utiles sur la réaction et la participation des personnes des deux sexes à la reconstruction après la catastrophe. Avec l'appui de financiers internationaux, les représentants du Swayam Shikshan Prayog d'Inde se sont rendus en Turquie pour partager leur expérience avec la Fondation d'aide au travail des femmes

et avec d'autres groupes de femmes. De retour en Inde, plus de 100 femmes participant à l'action du SSP au sujet du tremblement de terre de Latur se sont rendues à Gujârât à la suite du tremblement de terre de 2001 et elles ont démontré les compétences techniques et politiques qu'elles avaient acquises en qualité d'expertes de la reconstruction.

La promotion d'une reconstruction centrée sur les gens des deux sexes a été renforcée quand ces groupes de femmes et d'autres groupes ont travaillé au-delà des frontières nationales. En Turquie, la Fondation d'aide au travail des femmes a fait démarrer une participation accrue des femmes ordinaires aux prises de décisions promouvant activement les intérêts des femmes et leur participation dans le processus de reconstruction⁵⁷. Leurs efforts ont également aidé à faire démarrer les activités après la catastrophe et à les faire passer d'une assistance en cas d'urgence à des objectifs de développement à long terme⁵⁸. L'intervention des femmes a aussi entraîné la naissance de la Veille des catastrophes, une initiative nouvelle pour contrôler la réaction aux catastrophes en ce qui concerne les préjugés sexuels et utiliser les constatations pour accroître la responsabilité du gouvernement en matière d'égalité des sexes au cours des phases de réaction et de reconstruction suivant une catastrophe⁵⁹.

Les femmes peuvent être des avocates puissantes pour la sécurité quand elles sont considérées comme expertes et spécialistes de la communication. Ce fut le cas en Inde lorsque le Gouvernement norvégien et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont proposé de financer un programme élaboré et diffusé par des groupes de femmes pour « assurer l'accès à l'information à tous les niveaux, qui est indispensable au processus de relèvement et de reconstruction qui est envisagé et qui doit être mené et contrôlé par la communauté⁶⁰ ». Lorsque les radios féminines sont solidement établies, comme au

Brésil par exemple, elles peuvent constituer un lien important avec les femmes illettrées et un moyen de créer de réseaux de femmes sur des questions de développement rural et d'atténuation des catastrophes. Lorsque les femmes contrôlent le moyen et le message, les systèmes d'alerte rapide ont plus beaucoup de chances d'atteindre tout le monde.

**Lien entre
l'émancipation
des femmes,
le développement
durable et l'atténuation
des catastrophes**

« Assurer l'égalité entre hommes et femmes et la gestion de l'environnement, l'atténuation des catastrophes, les interventions et les activités de reconstruction, en tenant compte des différences entre les sexes, en tant que partie intégrante du développement durable. » Cette recommandation, incluse dans les conclusions convenues de la Commission de la condition de la femme à sa quarante-sixième session en 2002, a été adoptée par le Conseil économique et social (ECOSOC) en tant que résolution et a encouragé tous les acteurs sociaux à établir le lien⁶¹.

Comment est-ce qu'une communauté, dans laquelle les femmes ne sont pas en sécurité quand elles vont seules à un abri contre un cyclone, ne sont pas formées à conserver les ressources nécessaires pour assurer la vie quotidienne en situation de catastrophe, ne savent pas lire ni ne peuvent aider à écrire des guides utiles de préparation aux urgences, ou ne sont pas libres d'assister à un atelier local sur le secours aux urgences ou de parler à une réunion publique sur la planification de l'utilisation des terres, peut-elle être appelée durable ou ayant une force de caractère face aux catastrophes naturelles ?

Lorsque des femmes prennent des mesures pour restaurer, protéger ou

améliorer les écosystèmes dont toute vie dépend en fin compte, elles contribuent à prévenir les catastrophes. Lorsqu'elles déterminent des dangers et réduisent la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, elles aident à promouvoir un développement durable. Et lorsque le but de l'égalité entre les hommes et les femmes est au centre de tous les efforts menant à la durabilité et à la résistance aux catastrophes, la créativité et l'engagement de tous les gens peuvent être utilisés. Par contre, lorsque les hommes et les femmes ne sont pas des partenaires égaux dans ces actions conjointes, les objectifs de durabilité et de résistance aux désastres ne peuvent être atteints.

Etablissement de liens

Beaucoup de possibilités d'établir des liens entre l'atténuation des catastrophes, l'égalité entre les sexes et le développement durable sont gâchées. Alors que le Programme d'action de Beijing, par exemple, a répété que les

femmes « ont un rôle fondamental à jouer dans l'adoption de modes de consommation, de production et de gestion des ressources naturelles durables et écologiquement rationnel⁶² », le lien avec la réduction des catastrophes n'a pas été signalé. On peut dire la même chose de beaucoup d'autres déclarations, conventions et accords résultant de conférences mondiales sur la réduction des catastrophes ainsi que des thèmes concernant l'environnement, le développement économique et social qui n'ont pas ou ont insuffisamment articulé le lien avec l'égalité entre les sexes.

Dans le même temps, la base d'un lien se trouve là. Semblable à d'autres conférences mondiales sur le développement, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes a reconnu que « les politiques en faveur du développement durable qui ne font pas intervenir les femmes au même titre que les hommes ne sauraient être couronnées de succès à long terme. [Ces conférences] ont préconisé la pleine participation des femmes à la prise de dé-

cision et à la gestion à tous les niveaux dans les domaines de la production de savoir et de la sensibilisation à l'environnement. L'expérience des femmes et leurs contributions à l'instauration d'un environnement rationnel doivent donc avoir une place centrale dans les questions à l'ordre du jour du XXI^e siècle. Tant que la contribution des femmes à la gestion de l'environnement ne sera pas reconnue et encouragée, l'objectif du développement durable continuera de se dérober⁶³. »

Le Sommet mondial pour le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) en 2002 a répété un engagement à ce que l'habilitation et l'émancipation des femmes ainsi que l'égalité entre les sexes soient intégrés à toutes les activités que recouvre l'Action 21, les objectifs de développement de l'ONU pour le Millénaire et le Plan d'application du Sommet. Plus précisément, le Plan fait également un rapport entre la promotion de l'égalité entre les sexes et un certain nombre de domaines prioritaires tels que l'élimination de la pauvreté, la protection et la gestion de la base de ressources naturelles et la santé en vue d'un développement durable⁶⁴. En mai 2003, lorsqu'elle a élaboré son programme de travail de plusieurs années pour appliquer le Plan du Sommet pendant les douze prochaines années, la Commission des Nations Unies pour le développement durable a décidé que l'égalité entre les sexes serait l'une des questions essentielles à étudier en rapport avec les grappes thématiques que la Commission examinerait⁶⁵.

Le fait de reconnaître où et comment les problèmes d'égalité entre les sexes, de développement durable et d'atténuation des catastrophes se rejoignent renforcera les progrès dans chacun d'eux et aidera également à transformer des objectifs quelque peu visionnaires en mesures pratiques et concrètes vers la sécurité, la durabilité, l'égalité des sexes et l'équité sociale. Certains des rapports qui peuvent être établis sont examinés ci-après.

L'égalité entre les sexes, la durabilité et l'atténuation des catastrophes

Libérer le potentiel des femmes

Au Bangladesh comme dans beaucoup d'autres pays, les femmes ne sont pas des victimes consentantes que l'on décrit souvent. Comme elles doivent survivre dans un environnement hostile tout au long de leur vie, elles ont développé une force, une détermination et un courage particuliers. De plus, quand on le leur permet, elles jouent un rôle essentiel dans la planification et l'application des activités de secours et de remise en état après une catastrophe. Leur contribution aux revenus du foyer permet souvent à toute la famille de vivre... Il n'y a aucun doute de nos jours que dans toute catastrophe la position marginale des femmes dans la société les rend plus vulnérables à ces catastrophes

naturelles. Elles sont cependant au centre de la préparation et de la remise en état dues à ces catastrophes. Corriger la répartition inégale des ressources et de la puissance entre les hommes et les femmes est le seul moyen d'obtenir un développement durable et de réduire les incidences des catastrophes naturelles. Relâcher le potentiel latent des femmes deviendra partie intégrante de la préparation et de l'atténuation des catastrophes naturelles.

Source : Royeka Kabir, « Bangladesh: surviving the cyclone is not enough », Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, Arrêter les catastrophes naturelles, vol. 24, 1995, p. 6.

sont des objectifs qui se rejoignent. Les mesures visant à atteindre des buts et objectifs spéciaux à n'importe lequel de ces domaines s'adresseront également aux autres d'une manière intégrée qui créera des réseaux plus forts et plus complets d'appels et de modification sociale. Lorsque des organisations actives dans l'un ou l'autre de ces domaines travaillent ensemble, elles peuvent plus efficacement faire progresser l'ordre du jour des trois mouvements. A l'heure actuelle, ces domaines restent compartementalisés et des liens importants manquent : les mouvements de justice pour l'environnement négligent les différences entre les hommes et les femmes et l'expérience des femmes en matière de catastrophes; les organisations qui s'occupent des conséquences des catastrophes et qui sont dominées par les hommes accordent peu d'importance à l'égalité des sexes et à la durée; l'égalité des sexes n'est pas encore devenue un aspect central du travail des groupes et organisations environnementales, bien que les femmes y participent de plus en plus; enfin les mouvements de femmes ont négligé l'analyse de la construction sociale et de la vulnérabilité des femmes dans les catastrophes naturelles.

Un autre rapport peut être fait à propos de stratégies analogues de changement poursuivies dans les trois domaines. Le développement durable, l'atténuation des catastrophes naturelles et l'égalité des sexes sont tous promus par des réseaux d'ONG (liés mais discrets) et, au niveau international, par des conventions négociées, des traités et des accords, ainsi que des déclarations au niveau mondial. Bien que l'atténuation des catastrophes naturelles n'ait pas encore galvanisé un mouvement social international semblable au mouvement pour l'environnement ou la mobilisation des femmes, il a un public important et croissant dans toutes les régions et dans tous les pays. Le fait de voir le risque largement et par des lunettes qui font la différence entre les hommes et les femmes rend évident le besoin de stratégie pour les

changements communautaires et répondant aux besoins des deux sexes.

Un troisième lien peut être fait autour des causes fondamentales des catastrophes naturelles et du développement temporaire et de leurs incidences sur l'égalité sexuelle. Un environnement qui se détériore et une réduction des ressources naturelles entraînent des déplacements de communautés, en particulier de femmes, à partir d'activités lucratives, vers des travaux additionnels non rémunérés pour les femmes et une capacité réduite à faire face aux catastrophes naturelles. Les variations climatiques qui affectent l'agriculture de subsistance menacent particulièrement le mode de vie des femmes agricultrices et donc diminuent leurs capacités à se préparer et à réagir aux catastrophes naturelles.

Atténuation des catastrophes naturelles grâce à l'égalité des deux sexes : la voie du progrès

L'égalité entre les deux sexes est un facteur important de la construction de la vulnérabilité sociale par rapport au risque des catastrophes naturelles, l'incidence diverse des catastrophes et les possibilités d'élaborer des réactions adéquates aux dangers et aux catastrophes⁶⁶. Les différences et les inégalités entre les deux sexes ont mis les femmes et les jeunes filles dans des situations particulièrement vulnérables. Par ailleurs, les femmes ne devraient pas être considérées seulement comme des victimes. Les femmes sont des agents de changement, des acteurs et des contributeurs à tous les niveaux. Une bonne compréhension des rôles, des contributions, des connaissances des femmes et des hommes par rapport à la base de ressources naturelles est un facteur essentiel pour faire face aux catastrophes naturelles en particulier en matière d'évaluation et de gestion des risques. Les réactions et la gestion des urgences doi-

vent explicitement placer les femmes ainsi que les hommes dans tous les domaines d'appui, compte tenu de la reconnaissance du fait que l'implication des femmes est indispensable au redressement et au potentiel de développement durable ainsi qu'à la réduction des catastrophes naturelles.

La Commission de la condition de la femme, à sa quarante-sixième session en 2002, a pour la première fois mis en avant un ensemble complet de recommandations pour une politique mondiale, contenues dans l'annexe en vue de favoriser l'émancipation des femmes et de promouvoir l'égalité des sexes dans les situations de catastrophes naturelles. La mise en œuvre de ces programmes par toutes les personnes intéressées est indispensable à l'accélération des objectifs qui se renforcent mutuellement, de l'égalité des sexes, du développement durable et de l'atténuation des catastrophes naturelles.

Ces mesures devraient permettre d'obtenir des résultats importants de la manière suivante :

- Les politiques, les stratégies et les méthodes pour l'atténuation des catastrophes devraient être centrées sur les gens et être basées sur des processus de consultation et de participation qui incluent tous les acteurs, à la fois les femmes et les hommes. Les obstacles particuliers aux consultations et à la participation dans des régions de grande pauvreté devraient être déterminés, et des mesures devraient être prises pour y mettre fin, y compris les obstacles propres aux femmes.
- La valeur ajoutée par le fait d'inclure des dimensions sociales, notamment des aspects concernant les femmes dans le travail sur les catastrophes naturelles a besoin d'être rendue explicite. Cela implique d'aller au-delà des femmes en tant que victimes pour adopter une stratégie qui reconnaisse les contributions et le potentiel des femmes ainsi que des hommes.
- La recherche, les expériences et les bonnes pratiques qui existent dans le domaine des hommes et des femmes ainsi que dans la gestion de l'en-

vironnement, l'évaluation des risques et la gestion des situations d'urgence devraient être plus systématiquement rassemblés sous une forme qui soit utile aux hommes politiques et aux administrateurs. Les domaines clés où davantage de recherche est nécessaire devraient être déterminés et des ressources devraient être dégagées afin de faire démarrer des projets de recherche auxquels participeraient aussi bien des femmes que des hommes locaux pour déterminer les vulnérabilités et proposer des remèdes.

- Un domaine critique de recherche devrait entraîner une meilleure compréhension des liens entre les personnes des deux sexes, la gestion de l'environnement et l'atténuation des catastrophes naturelles, ainsi que les implications politiques de cette compréhension.
- Il conviendrait d'élaborer des directives génériques sur les types de questions spécifiques aux rapports entre les deux sexes qui devraient être posées en relation avec la gestion de l'environnement, l'évaluation des risques et la gestion des cas d'urgence. Ces directives devraient être adaptées dans chaque contexte de catastrophes précis pour assurer que l'attention voulue est donnée aux besoins et priorités à la fois des femmes et des hommes et qu'aussi bien les femmes que les hommes sont consultés et ont la possibilité d'y participer.
- Des recueils de données séparées sur les habitants hommes et femmes devraient être obligatoires dans tous les domaines de travail sur les catastrophes naturelles. Lorsque ces statistiques ne sont pas disponibles, il faudrait clairement faire remarquer qu'un manque important doit être rectifié.

Annexe

Conclusions concertées sur la gestion de l'environnement et l'atténuation des catastrophes naturelles, proposées par la Commission de la condition de la femme, quarante-sixième session, 4-15 et 25 mars 2002, et adoptées en tant que résolution 2002/5 du Conseil économique et social

1. La Commission de la condition de la femme rappelle que, dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, il a été reconnu que la dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles affectaient toutes les vies humaines mais souvent plus particulièrement les femmes et recommandé que le rôle des femmes dans la protection de l'environnement soit examiné plus avant. A sa vingt-troisième session extraordinaire en 2000, l'Assemblée générale a identifié les catastrophes naturelles comme un obstacle à la pleine application du Programme d'action et souligné la nécessité de tenir compte des différences entre les sexes dans l'élaboration et l'application des stratégies à adopter avant, pendant et après les catastrophes. La Commission rappelle également la volonté de développer la coopération pour réduire l'incidence et les effets des catastrophes d'origine naturelle ou humaine, exprimée dans la Déclaration du Millénaire (Résolution 55/2 de l'Assemblée générale), de même que la Résolution 46/182 du 19 décembre 1991 de l'Assemblée générale, à l'annexe de laquelle sont définis des principes directeurs relatifs à l'aide humanitaire.

2. Intimement convaincue que le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement sont des éléments interdépendants et complémentaires du développement durable qui est le cadre dans lequel s'inscrivent les efforts que nous

faisons pour améliorer la qualité de vie de tous les être humains.

3. La Commission rappelle les objectifs stratégiques et mesures adoptés par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995, et ceux figurant dans les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », tenue à New York en 2000.

4. La Commission constate que les femmes jouent un rôle vital dans l'atténuation des catastrophes (prévention, atténuation de leurs effets et planification préalable), les interventions en cas de catastrophes et les mesures de relèvement y faisant suite et dans la gestion des ressources naturelles, que les catastrophes aggravent les facteurs de vulnérabilité et que certaines femmes sont particulièrement vulnérables à cet égard.

5. La Commission constate également que les atouts dont disposent les femmes pour faire face aux catastrophes et aider leur famille et leur collectivité devraient être utilisés suite aux catastrophes pour reconstruire et remettre en état leur communauté et atténuer les effets des catastrophes futures.

6. La Commission prend note en outre de la nécessité de renforcer les capacités des femmes et les mécanismes institutionnels visant à faire face aux catastrophes pour promouvoir l'égalité des sexes et donner aux femmes un plus grand pouvoir.

7. La Commission exhorte les gouvernements, et le cas échéant, les fonds et programmes compétents, les organisations et les institutions spécialisées du système des Nations Unies, les institutions financières internationales, la société civile, y compris le secteur privé et les ONG, et les autres parties prenantes à prendre les mesures suivantes pour accélérer la réalisation de ces objectifs stratégiques de façon à tenir compte des besoins de toutes les femmes :

- a) Poursuivre l'égalité entre hommes et femmes et la gestion de l'environnement

- ronnement, l'atténuation des catastrophes, les interventions et les activités de reconstruction en tenant compte des différences entre les sexes, en tant que partie intégrante du développement durable;
- b) Prendre les mesures qui s'imposent pour tenir compte des différences entre les sexes lors de l'élaboration et de l'application de mécanismes de gestion des ressources et des catastrophes écologiquement rationnels et durables et prévoir des moyens de contrôle de ces initiatives;
- c) Assurer la pleine participation des femmes dans la prise des décisions concernant le développement durable et dans la gestion des activités d'atténuation des catastrophes à tous les niveaux;
- d) Assurer le plein exercice par les femmes, dès la naissance, de tous les droits fondamentaux : civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, y compris le droit au développement, notamment dans le cadre des mesures prises avant, pendant et après les catastrophes. Dans ce contexte, une attention devrait être accordée à la prévention et à la répression de la violence sexiste;
- e) Tenir compte systématiquement des différences entre les sexes dans les recherches universitaires en cours sur les répercussions des changements climatiques, les risques naturels, les catastrophes et les facteurs de vulnérabilité écologique qui y sont associés, notamment leurs causes profondes, et encourager l'application des résultats de ces recherches dans les politiques et les programmes;
- f) Recueillir des données démographiques et socio-économiques et des informations ventilées par sexe et par âge, mettre au point des indicateurs nationaux tenant compte des différences entre les sexes et analyser les disparités entre les hommes et femmes au niveau de la gestion de l'environnement, de l'incidence des catastrophes et des pertes et risques qui y sont associés, ainsi que la réduction des facteurs de vulnérabilité;
- g) Mettre au point, étudier et appliquer, le cas échéant, avec le concours et la participation de groupes de femmes, des lois, politiques et programmes tenant compte des différences entre les sexes, notamment dans le domaine de l'utilisation des terres et de l'urbanisme, de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement et de la gestion intégrée des ressources en eau, pour offrir des possibilités de prévenir et de limiter les dégâts;
- h) Encourager, le cas échéant, l'élaboration et l'application de normes nationales qui tiennent compte des risques naturels dans le domaine de la construction de façon à ce que les femmes, les hommes et leurs familles ne soient pas autant exposés aux catastrophes;
- i) Prévoir une analyse des différences entre les sexes et des méthodes d'établissement de cartes de risques et de vulnérabilités au stade de la conception de tous les programmes et projets de développement concernés afin d'améliorer l'efficacité de la gestion des risques liés aux catastrophes, en faisant appel à la participation des femmes et des hommes sur un pied d'égalité;
- j) Assurer l'égalité d'accès des femmes à l'information et à l'éducation formelle et non formelle concernant l'atténuation des catastrophes, notamment en mettant au point des systèmes d'alerte rapide tenant compte des différences entre les sexes, et donner aux femmes les moyens de prendre les mesures requises dans les délais voulus;
- k) Promouvoir les activités génératrices de revenus et les possibilités d'emploi, y compris par le biais de l'octroi de microcrédits et d'autres instruments financiers, assurer l'égalité d'accès aux ressources, en particulier à la terre et à la propriété, notamment immobilière, et prendre des mesures pour renforcer le pouvoir des femmes en tant que productrices et consommatrices afin de leur donner les moyens de faire face aux catastrophes;
- l) Concevoir et exécuter des projets de secours et de redressement économique tenant compte des différences entre les sexes et offrir aux femmes des possibilités économiques égales à celles des hommes dans les secteurs tant officiels que parallèles, compte tenu des pertes en terres et en biens, notamment immobiliers, et autres facteurs de production et avoirs personnels;
- m) Faire des femmes des partenaires à part entière dans la création de communautés plus sûres et dans la définition des priorités nationales ou locales et tenir compte des connaissances, compétences et capacités locales et autochtones dans le cadre de la gestion de l'environnement et de la réduction des catastrophes;
- n) Encourager le renforcement des capacités à tous les niveaux pour réduire les effets des catastrophes, compte tenu des connaissances existantes au sujet des besoins et des possibilités des femmes et des hommes;
- o) Introduire des programmes d'enseignement et de formation de type formel et informel à tous les niveaux, y compris dans les domaines de la science, de la technologie et de l'économie, dans un souci d'intégration et d'égalité entre les sexes, pour assurer une gestion écologiquement rationnelle et durable des ressources et prendre les mesures qui s'imposent avant, pendant et après les catastrophes de façon à modifier les comportements et les mentalités dans les zones rurales et urbaines;
- p) Veiller au respect des engagements pris par tous les gouvernements dans l'Action 21, dans le Programme d'action de Beijing et dans les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, notamment ceux qui concernaient l'assistance financière et technique et le transfert de technologies écologiquement ration-

- nelles aux pays en développement, et tenir compte systématiquement des différences entre les sexes dans tous ces programmes d'assistance et de transfert;
- q) Recenser les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'expérience, notamment dans le cadre des stratégies d'intervention communautaire adaptées avant, pendant et après les catastrophes qui reposent sur la participation active des femmes aussi bien que des hommes, et diffuser largement les informations à ce sujet à toutes les parties prenantes;
- r) Améliorer et développer les programmes et services de santé physique et mentale et les réseaux de soutien social en faveur des femmes qui souffrent des effets des catastrophes naturelles et notamment de traumatismes;
- s) Renforcer les capacités des ministères, des responsables des secours d'urgence, des praticiens et des communautés pour qu'ils tiennent compte des différences entre les sexes dans la gestion de l'environnement et la réduction des catastrophes et avec la participation de professionnels et d'agents d'exécution femmes;
- t) Créer des partenariats constructifs entre les gouvernements, les organisations internationales et la société civile, notamment le secteur privé et les ONG, et les autres parties prenantes dans le cadre d'initiatives intégrées de développement durable qui tiennent compte des différences entre les sexes, afin de réduire les risques écologiques;
- u) Encourager la société civile, et notamment les ONG, à tenir compte systématiquement des différences entre les sexes dans la promotion des initiatives de développement durable, et notamment d'atténuation des catastrophes;
- v) Assurer la coordination au sein du système des Nations Unies et, notamment, la participation pleine et entière des fonds, programmes et institutions spécialisées, à la prise en compte systématique des différences entre les sexes dans les programmes de développement durable et, en particulier, de gestion de l'environnement et d'atténuation des catastrophes.
8. La Commission de la condition de la femme souhaite que les différences entre les sexes soient prises systématiquement en considération dans l'application de toutes les politiques et des tous les traités relatifs au développement durable et, en 2004, lors du bilan de la mise en œuvre de la Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr : Directives pour la prévention des catastrophes naturelles, la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets et du Plan d'action correspondant.
9. La Commission de la condition de la femme se réjouit que la Stratégie internationale de prévention des catastrophes vise à tenir compte systématiquement des différences entre les sexes dans le cadre de l'atténuation des catastrophes.
10. La Commission de la condition de la femme se félicite également de la Déclaration politique du Comité permanent interinstitutions concernant la prise en compte des différences entre les sexes dans le domaine de l'assistance humanitaire, en date du 31 mai 1999.
11. La Commission de la condition de la femme se réjouit par ailleurs de la tenue de la Conférence internationale sur le financement du développement et note que, dans le projet de Consensus de Monterrey, les besoins particuliers des femmes et l'importance de l'égalité entre les sexes et du renforcement du pouvoir des femmes sont reconnus de même que l'impact des catastrophes.
12. La Commission de la condition de la femme se félicite de la convocation du Sommet mondial sur le développement durable, à Johannesburg (Afrique du Sud), souligne l'importance de la prise en compte systématique des différences entre les sexes tout au long du processus, et souhaite que les délégations comptent autant d'hommes que de femmes mais aussi que les femmes

soient associées et participent pleinement aux préparatifs, aux travaux et aux résultats du Sommet mondial de façon à relancer l'action internationale en faveur de l'égalité des sexes. La Commission de la condition de la femme rappelle à nouveau que tous les Etats et tous les particuliers doivent coopérer s'ils souhaitent atteindre l'objectif clef de l'élimination de la pauvreté, qui est un élément essentiel du développement durable, de façon à réduire les disparités au niveau des conditions de vie et à mieux répondre aux besoins de la majorité des habitants de la planète.

Lectures conseillées

Piers Blaikie and others, *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability, and Disasters*, London, Routledge, 2002.

Susan Cutter, « The forgotten casualties: women, children, and environmental change », *Global Environmental Change: Human and Policy Dimensions*, vol. 5, n° 3, 1995, p. 181 à 194.

Patricia Delaney et Elizabeth Shrader, *Gender and post-disaster reconstruction: the case of Hurricane Mitch in Honduras and Nicaragua*, Banque mondiale, 2001. Peut être obtenu à www.anglia.ac.uk/geography/gdn.

DHA News Special Issue, « Women in Emergencies », Département des affaires humanitaires, vol. 22, n° 22, avril/mai 1997.

Elaine Enarson, *Responding to Domestic Violence in Disaster: Guidelines for Women's Services and Disaster Practitioners*, University of British Columbia, 1997. Peut être obtenu à www.anglia.ac.uk/geography/gdn.

Elaine Enarson, *A Gender Analysis of work and employment Issues in Natural Disasters*, InFocus Programme on Crisis and Reconstruction, Organisation internationale du Travail, 2000. Peut être obtenu à www.ilo.org ou www.anglia.ac.uk/geography/gdn.

Elaine Enarson et Betty Hearn Morrow, eds., *The Gendered terrain of Disaster: Through Women's Eyes*, Westport, Greenwood, 1998. Disponible auprès

de The International Hurricane Centre of Florida International University, Miami, FL (www.fiu.edu/~lsbr). Elaine Enarson et Maureen Fordham, « From women's needs to women's rights in disasters », *Environmental Hazards*, vol. 3, n° 3/4, décembre 2001. Priyanty Fernando et Vijitha Fernando, éd.s., *South Asia Women Facing Disasters*, Securing Life, Colombo, Intermediate Technology Publications for Duryog Nivaran, 1997.

Maureen Fordham, « Making women visible in disasters: problematising the private domain », *Disasters*, vol. 22, n° 2, 1998, p. 126 à 143.

Alice Fothergill, « Gender, risk, and disaster », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 14, n° 1, 1996, p. 33 à 56.

Kenneth Hewith, *Regions of Risk: A Geographical Introduction to Disasters*, Essex, Longman, 1997.

Ailsa Holloway, éd., *Risk, Sustainable Development and Disasters: Southern Perspectives*, Cape Town, Periperi Publications, 1999.

Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, *Stop Disasters* (Special feature: Women and Children: Key to Prevention), vol. 24; et « Prevention Pays: Success Stories Featuring Women and Children », résumé analytique n° 1, 1995.

Andrew Maskrey, *Disaster Mitigation: A Community Based Approach*, Oxford, Oxfam, 1989.

Betty Hearn Morrow et Brenda Phillips, éd.s., « Special issue on Women and Disasters », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol.17, n° 1, 1999.

Anthony Oliver-Smith et Susanna Hoffman, éd.s., *The Angry Earth: Disaster in Anthropological Perspective*, New York, Routledge, 1999.

Organisation panaméricaine de la santé, *Gender and Natural Disasters*, résumé analytique en anglais et en espagnol, 2001, qui peut être obtenu à www.paho.org.

Walter Gillis Peacock et al., éd.s., *Hurricane Andrew: Race, Gender and the Sociology of Disaster*, Londres, Routledge, 1997.

Dianne Rocheleau et al., éd.s., *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, New York, Routledge, 1996.

John Twigg et Mihir Bhatt, éd.s., *Understanding Vulnerability: South Asian Perspectives*, Colombo, Intermediate Technology Publications for Duryog Nivaran, 1998.

US AID, « Unsung Heroines: Women and Natural Disasters », *Gender Matters Information Bulletin*, n° 8, 2000.

Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, *Gestion de l'environnement et atténuation des catastrophes naturelles : le point de vue des femmes*. Documentation provenant de la réunion d'experts d'Ankara, novembre 2001, et des débats au cours de la quarantième session de la Commission de la condition de la femme, 4-15 et 25 mars 2002, y compris les discussions en groupes, les documents et les résumés. Les documents peuvent être obtenus à www.un.org/womenwatch/daw/csw/46sess.htm.

Organisation des Nations Unies, *Questions thématiques soumises à la Commission de la condition de la femme, Rapport du Secrétaire Général*, chapitre II, Gestion de l'environnement et atténuation des effets des catastrophes naturelles : le point de vue des femmes. UN DOC E/CN.6/2002/9. Peut être obtenu à www.un.org/womenwatch/daw/csw/46sess.htm#documents.

Astrid Von Kotze et Ailsa Holloway, *Reducing Risk: Participatory Learning Activities for Disaster Mitigation in Southern Africa*, Cape Town, University of Natal, 1996.

Bridget Walker, éd., « Women and Emergencies », *Focus on Gender*, vol. 2, n° 1, Londres, Oxfam, 1994.

Raymond Wiest, Jane Mocellin et D. Thandiwe Motsisi, *The Needs of Women in Disasters and Emergencies*, rapport établi pour le PNUD, Winnipeg, the University of Manitoba Disaster Research Institute, 1994. Il peut être obtenu à www.anglia.ac.uk/geography/gdn.

Sites Web connexes

GDN : Site Web du Gender and Disaster Network y compris documents et textes de la conférence, bibliographie et information à l'intention des membres (www.anglia.ac.uk/geography/gdn).

CRID : Centre régional d'information sur les catastrophes naturelles possède une collection internationale de documents en espagnol et en anglais et une collection qui s'enrichit de textes sur les femmes et les catastrophes naturelles (www.crid.or.cr/).

WomenWatch/DAW : Site Web de la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies (www.un.org/womenwatch/daw).

Notes

¹ Déclaration faite à la conférence en ligne, citée dans Elaine Enarson *Gender equality, environmental management and natural disaster mitigation, 2001* — rapport de la conférence en ligne organisée par la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, novembre 2001. Disponible auprès de la Division : http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/env_manage/documents.html.

² Sávano Briceño *Gender Mainstreaming in Disaster Reduction*, déclaration pour la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies (46^e session, 2001). Panel discussion on *Environmental Management and Mitigation of Natural Disasters: a Gender Perspective*. Disponible auprès de la Division de la promotion de la femme <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw46/panel-briceno.pdf>.

³ Intermediate Technology Group, « Zimbabwe — beating the drought », John Twigg ed., *Living With Disaster* (Rugby, UK: Intermediate Technology, 1998,) p. 7 à 9.

⁴ Voir la trousse d'informations de la stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles [www.unisdr.org/unisdr/camp2001.htm]; Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Rapport annuel sur les catastrophes naturelles* [www.cred.be/emdat/intro.html] et la base de données entretenue par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (Belgique) [www.cred.be]. Deux publications des Nations Unies fournissent une introduction utile. Voir *Disasters: Acts of Nature, Acts of Man?* et *Disasters and Development* (Séries n° 4 et n° 5) d'Issues in Focus de la Division de la promotion de la femme.

⁵ Janet Abramowitz, « Averting unnatural disasters », *State of the World 2001* (Worldwatch Institute, New York: W.W. Norton, 2001), p. 127.

⁶ Dennis Mileti, *Disasters by Design: A Reassessment of Natural Hazards in the United States*. Washington, D.C., John Henry Press, 1999.

⁷ Astrid von Kotze, « A new concept of risk? », Ailsa Holloway, ed., *Risk, Sustainable Development and Disasters* (Le Cap, Afrique du Sud, publications Periperi, 1999), p. 36. Disaster social scientists debate the concept dans *What*

is a Disaster: Perspectives on the Question, E. Quarantelli, éd., NY: Routledge.

⁸ Andrew Maskrey, *Disaster Mitigation: A Community Based Approach*. Oxford, Oxfam, 1989, p. 3.

⁹ Justine Sass, *Women, Men and Environmental Change: the Gender Dimensions of Environmental Policies and Programmes*, (Population Reference Bureau, 2002,) p. 3, disponible en ligne [www.prb.org].

¹⁰ Voir Mahjabeen Chowdhury, « Women's technological innovations and adaptations for disaster mitigation: a case study of charlands in Bangladesh ». Préparé pour la réunion d'experts d'Ankara 2001.

¹¹ Cité dans le premier *Manuel de l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement : les femmes et le développement durable*, ordre du jour local, mai 2001 [www.wedo.org/sus_dev/seccion3.htm].

¹² Voir Helen Cox, « Women in bushfire territory », dans *The Gendered Terrain of Disaster: Through Women Eyes*, Elaine Enarson et Betty Hearn Morrow, eds., Wesport, Greenwood, 1998.

¹³ Voir les sites Web de l'Association des femmes indépendantes et du DMI pour davantage d'informations. L'œuvre du PNUD est rapportée dans le communiqué de presse n° 209, 21 avril, 2001 [www.undp.org/in/news/press/press209.htm].

¹⁴ Cité dans la feuille d'information (n° 1) de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, « Prevention pays: success stories featuring women and children », 1995.

¹⁵ Voir Monica Trujillo, « Garden farming and food security », feuille d'information d'Oxfam sur la vie des femmes (Octobre, 1997), p. 3. Pour des articles plus spécialement consacrés aux femmes dans le jardinage et la sécurité alimentaire, voir le site Web de la FAO [www.fao.org/news/2001/brief/BR0106-e.htm#garden].

¹⁶ Un groupe d'ONG travaillant dans le monde entier pour lutter contre la pauvreté et l'injustice.

¹⁷ Entretien avec K.Pushpanath, représentant régional d'Oxfam pour le Malawi et la Zambie, 1988-1993, dans *Focus and Gender*, vol.12, n° 1, 1994.

¹⁸ John Vidal, « Women power halts works on Indian dam », *Guardian Weekly* (18 janvier 1998), p. 4. Voir également Arundhati Roy, *The Cost of Living* (New York, Modern Library, 1999).

¹⁹ Wilfred Tichigawa, « The effects of drought on the condition of women », dans « Women and Emergencies », *Focus on Gender*, Bridget Walker, éd., vol. 2, n° 1, Londres, Oxfam, 1994, p. 25.

²⁰ Aux Etats-Unis, par exemple, la Federal Emergency Management Agency a déterminé les incidences de projets sur des communautés exemplaires appliquant la nouvelle importance donnée par l'agence à l'atténuation des catastrophes naturelles [www.fema.gov/impact].

²¹ *Additif n°1 : Dialogue Paper by Women*, élaboré par l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement pour le Sommet mondial pour le développement durable, janvier 2002 (www.wedo.org/sus_dev/unpaper.htm).

²² Adapté de E. Enarson, proposition pour le Centre for Disaster Management and Humanitarian Relief, Université de Floride du Sud, Tampa, 2001. Ces directives seront disponibles dans le réseau sur les femmes et les catastrophes naturelles [www.anglia.ac.uk/geography/gdn].

²³ Astrid von Kotze et Ailsa Holloway, *Reducing Risk: Participatory Learning Activities for Disaster Mitigation in Southern Africa*. (Le Cap, Afrique du Sud, Fédération internationale de la Croix-Rouge et Département de l'enseignement adulte et communautaire, Université de Natal, 1996).

²⁴ Soroptimist International. « Disasters: the woman's perspective? », p. 6 [www.sorop.org].

²⁵ Voir la fiche de Cathy Diehl (p. 5) dans le rapport d'Elaine Enarson, sur la conférence en ligne organisée par la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies en préparation à la réunion d'experts sur le thème de *La gestion de l'environnement et l'atténuation des catastrophes naturelles: le point de vue des femmes*, Ankara, novembre 2001 (www.un.org/womenwatch/daw/csw/env_manage/index.html).

²⁶ La nécessité d'une gestion de situations d'urgence partagée également entre les personnes des deux sexes apparaît évidente dans de nombreux récits. Voir notamment Doone Robertson, « Women in emergency

management: an Australian perspective » dans Enarson et Morrow. Eds., 1998; Rashed Begum, « Women in environmental disasters: the 1991 cyclone in Bangladesh », *Focus on Gender*, vol.1, n° 1, 1993; enfin Carolyn Oxlee, *Beyond the Veil: women in Islamic National Societies* [mvmt.ifrc.org/magazine/en_2000_1/pages/voile_en.html].

²⁷ Cité dans le bulletin n° 1, *op.cit.*, de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles.

²⁸ Voir inscription par Cheryl Anderson citée dans Elaine Enarson *Gender equality, environmental management and natural disaster mitigation*, 2001 — Rapport de la conférence en ligne organisée par la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, novembre 2001, p. 12.

²⁹ De Mirvat Shabanah, bureau de l'OMS du Caire pour la santé et le développement des femmes, communication personnelle, groupe d'experts d'Ankara, 2001.

³⁰ Adapté de Mayra Buvinić, *Hurricane Mitch: Women's Needs and Contributions*, Banque interaméricaine de développement, Sustainable Development Department, Technical Papers Series, 1999.

³¹ Voir Alice Fothergill, « The Gendered Terrain of Disaster », dans Enarson et Morrow, éd., *op.cit.*, 1998.

³² Pour des exemples venant du Canada et des Etats-Unis, voir Lynn Orstad, « Tools for change: emergency management for women », document établi pour la réunion d'experts d'Ankara, 2001; et Elaine Elarson, « What women do: gendered labor in the Red River Valley flood », *Environmental Hazards*, vol. 3, p. 1 à 18.

³³ Par exemple, un agent de secours en Inde essayant de permettre à quatre familles « intouchables » d'un village frappé par le tremblement de terre de Gujarât en 2001 de recevoir leur part de fourniture aurait « conclu un marché avec les anciens du village pour laisser un membre d'un groupe local de femmes contrôler la distribution de couvertures, de toiles goudronnées et de bouteilles d'eau ». *The Indian Express*, 9 février 2001 « Quake can't shake caste system ».

³⁴ Adapté de *Redesigning Reconstruction*, avril 2001, publication du Swayam Shikshan Prayog et

de Prema Gopalan « Responding to earthquakes: people's participation in reconstruction and rehabilitation ». Papier élaboré pour la réunion d'experts organisée par la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, *op.cit.*

³⁵ Décrite par Lourdes Meyreles, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) en République dominicaine, à la conférence de l'an 2000 à Miami : « Reaching Women and Children in Disasters ».

³⁶ Comme rapporté en ligne le 25 mars 1999 dans « Women's reconstruction brigade to Nicaragua », affiché par le Central America Women's Network (*cawn@gm.apc.org*).

³⁷ Le site Web de l'Association des femmes autonomes (*www.sewa.org*) décrit les activités de ses membres pendant et après le tremblement de terre ainsi que leurs projets d'atténuation de la sécheresse.

³⁸ « These unsung heroines belief in self-help », *Times of India*, 8 mars 2001, p. 5.

³⁹ Voir le communiqué de presse 209 du PNUD [*www.undp.org.in/news/press/press209.htm*].

⁴⁰ Le réseau international d'organisation de femmes ordinaires est un cas intéressant [*www.groots.org*].

⁴¹ Voir Elaine Enarson et Betty Hearn Morrow, dans « Women will rebuild Miami: a case study of feminist response to disaster », Enarson et Morrow, éd., *op.cit.*, 1998.

⁴² Voir l'annonce de Sarah Henshaw et Elaine Enarson, « Rapport de la conférence en ligne organisée par la Division de la promotion de la femme en préparation à la réunion d'experts », novembre 2001, *op.cit.*, p. 4. Disponible auprès de la Division : (*www.un.org/womenwatch/daw/csw/env_manage/documents.html*).

⁴³ Adapté de « Unsung Heroines: women and natural disasters », USAID's *Gender Matters Information Bulletin n° 8*, janvier 2000.

⁴⁴ Carolina Serrat Vivas, « Women's disaster vulnerability and response to the Colima earthquake », Enarson et Morrow, éd., *op.cit.*, 1998.

⁴⁵ Gloria Noel, « The role of women in health related aspects of emergency management », Enarson et Morrow, éd., *op.cit.*, 1998.

⁴⁶ Voir Richard Krajewski et Kristina Peterson, « But she is a woman and this is a man's job:

lessons for participatory research and participatory recovery », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 17, n° 1, 1999.

⁴⁷ Patricia Delaney et Elizabeth Shrader, « Gender and post-disaster reconstruction: the case of Hurricane Mitch in Honduras and Nicaragua », *op.cit.*, 2001.

⁴⁸ Voir la fiche de Madhavi Ariyabandu, dans Elaine Enarson, « Rapport de la conférence en ligne organisée par la Division de la promotion de la femme en préparation à la réunion d'experts », novembre 2001, *op.cit.*, p.14. Disponible auprès de la Division : (*www.un.org/womenwatch/daw/csw/env_manage/documents.html*). Il y a grand besoin de recherches comparatives et longitudinales pour déterminer les facteurs appuyant un changement durable vers des relations plus égalitaires entre les personnes des deux sexes à la suite des catastrophes naturelles.

⁴⁹ Patricia Delaney and Elisabeth Shrader, *Gender and Post-Disaster Reconstruction: the Case of Hurricane Mitch in Honduras and Nicaragua*, *op.cit.*, Washington, D.C., Banque mondiale, 2001. Disponible sur *www.anglia.ac.uk/geography/gdu*.

⁵⁰ Farnazi Bari Gender, « Disaster and empowerment: a case study from Pakistan », Enarson et Morrow, éd., *op.cit.*, 1998, p. 131.

⁵¹ Elaine Enarson et Betty Hearn Morrow, « Women will rebuild Miami », *op.cit.*

⁵² D'Armine Mikayelyan, « Atténuation des effets d'un tremblement de terre du point de vue des femmes en Arménie », document établi pour la réunion d'experts organisée par la Division de la promotion de la femme des Nations Unies, *op.cit.*

⁵³ Described by Hanna Schmuck dans « Empowering women in Bangladesh », uploaded by ReliefWeb le 25 février 2002 [*www.reliefweb.int*].

⁵⁴ Aux Etats-Unis, voir Elaine Enarson et Betty Hearn Morrow, « A gendered perspective: the voices of women », Walter Gillis Peacock et autres, éditeur " *Hurricane Andrew: Race Gender and the Sociology of Disaster*. Londres, Routledge, 1997, p.116 à 140; et Elaine Enarson, « What women do in disasters », *op.cit.* Pour l'Inde, voir Prema Gopalan, « Responding to earthquakes », *op.cit.*, et Maithreyi Krishnaraj, « Gender issues in disaster management:

the Latur earthquake », *Gender, Technology and Development*, vol.1, n° 3, 1997. Pour la Turquie, voir Sengül Akçar, « Grassroots women's collectives' roles in postdisaster efforts », également un document établi pour la réunion d'experts organisée par la Division de la promotion de la femme de l'ONU, *op.cit.* On trouvera sur le site Web de l'Association des femmes indépendantes des exemples supplémentaires (www.sewa.org).

⁵⁵ Adapté de Judith Soares et A. Mullings, « As we run things: women rebuilding Montserrat », G.D Howe et Howard Fregus, éd., *A Will to Survive: Volcanic impact and Crisis Mitigation in Monserrat*. Jamaica: University of the West Indies Press, à paraître

⁵⁶ Carol Johnson, « When the earth trembled in Mexico. Quake exposes women's work conditions », *New Directions for Women*, vol.15, n° 2, 1986, p. 1 et p.18.

⁵⁷ Sengül Akçar, « Grassroots women's collectives' roles in postdisaster efforts », *op.cit.*

⁵⁸ Comme Fayiza Abbas l'a rapporté dans le résumé des remarques de Jan Peterson à la Commission Huairou sur « les femmes, les foyers et la communauté » au cours de la table ronde de la Division de la promotion de la femme consacrée à l'incidence disproportionnée des catastrophes naturelles sur les femmes, 17 janvier 2002.

⁵⁹ Rapporté par la Commission Huairou, « Findings from the Gujarat Disaster Watch ».

⁶⁰ Voir le communiqué de presse 209 du PNUD [www.undp.org.in/news/press/press209.htm]. Le réseau de 350 programmes de radio de femmes brésiliennes et décrit dans le premier Manuel de l'Organisation des femmes pour

l'environnement et le développement: les femmes et le développement durable, Action 21 locale, mai 2001.

⁶¹ Résolution 2002/5,B,7 du Conseil économique et social. Les recommandations de la Commission de la condition de la femme s'adressent aux « gouvernements à tous les niveaux, aux organisations internationales, y compris le système des Nations Unies, aux donateurs, avec l'aide des organisations non gouvernementales et à d'autres acteurs de la société civile et du secteur privé selon le cas ».

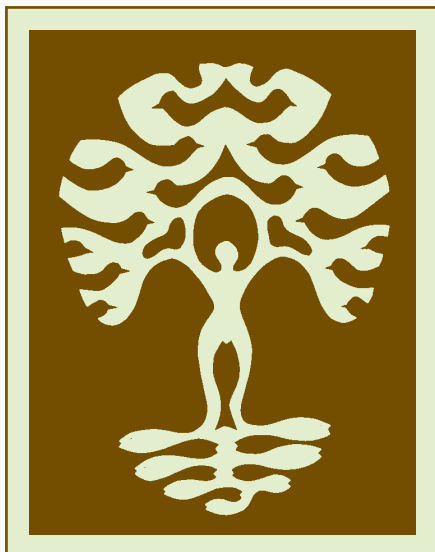
⁶² Programme d'action de Beijing, paragraphe 246, *Déclaration et programme d'action de Beijing avec la déclaration politique de Beijing+5 et le document qui en est résulté*, Organisation des Nations Unies, Département de l'information, New York, 2001, p. 137 à 138.

⁶³ Programme d'action de Beijing, paragraphe 251, *op.cit.*, p. 140.

⁶⁴ Rapport du Sommet mondial sur le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002. Publications des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1.

⁶⁵ On peut trouver le texte de cette décision à : www.un.org/esa/sustdev/csd/csd11/csd11res.pdf.

⁶⁶ Les conclusions et recommandations sont adaptées de Carolyn Hannan, directrice de la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, et sont tirées d'une déclaration à une table ronde et à un débat organisés par la Division de la promotion de la femme et le Comité d'ONG sur la condition de la femme, Siège de l'Organisation des Nations Unies, 17 janvier 2002 (www.un.org/womenwatch/daw/documents/Natdisas).



*Le dessin de la couverture
est adapté de l'«Arbre de vie»
d'Edwina Sandys, 1999.*

*Le numéro des **femmes** en l'an 2000 **et au-delà**
a été élaboré en collaboration avec Mme Elaine Enarson, consultante,
de la Division de la promotion de la femme.*

Publications

CD-ROM Women go global

L'Organisation des Nations Unies et le mouvement international de femmes, 1945-2000

Un CD-ROM interactif et multimédias, facile à utiliser, consacré aux événements qui ont marqué l'ordre du jour international pour l'égalité des hommes et des femmes depuis le début de l'Organisation des Nations Unies en 1945 jusqu'à l'an 2000. Il offre aux groupes de femmes, aux organisations non gouvernementales, aux éducateurs, aux journalistes et aux gouvernements une histoire passionnante de la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes par l'intermédiaire de l'ONU.

Women go global décrit les étapes dans les efforts de l'Organisation des Nations Unies et des mouvements internationaux des femmes pour obtenir une plus grande égalité entre les hommes et les femmes.

Il offre une bonne couverture des quatre conférences des Nations Unies sur les femmes, à Mexico en 1975, à Copenhague en 1980, à Nairobi en 1985 et à Beijing en 1995, ainsi que des forums non gouvernementaux parallèles. Il examine le rôle important joué par la Commission de la condition de la femme de l'ONU et fournit des informations à jour sur l'application du Programme d'action de Beijing ainsi que sur les résultats de Beijing + 5.

Ce CD-ROM unique vous permettra :

- D'écouter Eleanor Roosevelt lisant une lettre aux femmes du monde à la première Assemblée générale de l'ONU en 1946;
- De rencontrer les femmes qui ont joué le rôle d'architecte du mouvement de femmes à l'ONU;
- D'apprendre comment l'ONU est devenue un lieu de pression pour les femmes et un réseau;
- De faire un voyage virtuel aux quatre conférences mondiales sur les femmes et voir l'excitation des activités parallèles organisées par les ONG;
- D'obtenir les résultats finaux de Beijing + 5 et d'apprendre de première main les visions des femmes pour le XXI^e siècle.

Vous trouverez également une bibliographie choisie et des liens aux sites importants du Web tels que Womenwatch, les pages Web de l'ONU sur des questions féminines ainsi qu'une liste d'archives classées par pays sur l'histoire et les profils de plus de 200 personnes clés qui ont participé à l'activité mondiale.

Numéro de vente : E.01.IV.1 • ISBN : 92-1-1302110 • Prix : 19,95 dollars des Etats-Unis

Les femmes, la paix et la sécurité :

Etude présentée par le Secrétaire général en application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, 2000

L'étude sur les femmes, la paix et la sécurité a été demandée par la résolution 1325 du Conseil de sécurité (2000) et son élaboration a été coordonnée par la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme en étroite coopération avec l'Equipe spéciale interorganisations sur les femmes, la paix et la sécurité. Cette étude indique que, alors que les femmes et les jeunes filles partagent des expériences avec les hommes et les garçons au cours des conflits armés, la culture de la violence et de la discrimination à l'égard des femmes et des jeunes filles qui existe durant la paix est souvent exacerbée pendant les conflits et affecte négativement la capacité des femmes de participer à l'élaboration de la paix et empêche en fin de compte l'installation d'une paix durable.

L'étude examine comment, au cours des quinze dernières années, le système des Nations Unies, les Etats membres, les organisations régionales et la société civile se sont efforcés de mieux réagir à l'incidence différente des conflits armés sur les femmes et les jeunes filles et reconnaissent les efforts déployés par les femmes dans la prévention des conflits et leurs solutions. L'étude recommande l'intégration systématique des droits des femmes dans tous les accords de paix et tous les mandats de mission de maintien de la paix et d'établissement de la paix ainsi que dans la programmation et l'exécution de l'assistance humanitaire; la représentation des femmes à tous les niveaux des opérations de paix, des opérations humanitaires et des processus de prise de décisions dans la reconstruction après les conflits; enfin, un respect accru des normes internationales juridiques existantes.

L'étude est fondée sur l'expérience collective du système des Nations Unies : elle analyse l'incidence des conflits armés sur les femmes et les jeunes filles; elle décrit le cadre juridique international pertinent; enfin elle examine la situation des femmes dans les processus de paix, les opérations de paix, les opérations humanitaires, la reconstruction et la remise en état ainsi que dans le désarmement, la démobilisation et les processus de réintégration.

Numéro de vente : E.03.IV.1 • ISBN : 92-1-1302226 • Prix : 25,00 dollars des Etats-Unis

Publications**Manuel à l'intention des parlementaires**

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son protocole facultatif

Ce *Manuel* établi par la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec l'Union inter-parlementaire, présente de manière complète un aspect instructif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son protocole facultatif. Le *Manuel* présente l'arrière-plan et la teneur de la Convention ainsi que de son protocole facultatif et décrit le rôle du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui assure l'application au niveau national. Il fournit des exemples de bonnes pratiques et donne un tableau général de ce que les parlementaires peuvent faire pour assurer une application effective de la Convention et encourager l'utilisation du protocole facultatif. Il propose également des instruments modèles et du matériel de référence pour faciliter l'œuvre des législateurs.

Le manuel sera disponible en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe.

Numéro de vente : F.03.IV.5 • ISBN : 92-1-1302269

Toutes les commandes d'Amérique du Nord, d'Amérique latine, des Caraïbes ainsi que de l'Asie et du Pacifique devraient être envoyées à l'adresse suivante :

Publications des Nations Unies
Bureau DC2-853, 2 UN Plaza
New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique
Téléphone : (1-212) 963-8302,
Numéro vert : (1-800) 253-9646 (pour l'Amérique du Nord seulement)
Télécopie : (1-212) 963-3489
Courriel : publications@un.org

Toutes les commandes d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient devraient être envoyées à l'adresse suivante :

Publications des Nations Unies
Bureau de vente et librairie
CH-1211, Genève 10, Suisse
Téléphone : 41 (22) 917-2614
Télécopie : 41 (22) 917-0027
Courriel : unpubli@unrog.ch.



Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies *Sources d'informations sur Internet*

Pour accéder aux informations disponibles sur les bases de données de l'Internet de la Division de la promotion de la femme, suivez les instructions ci-après :

Pour accéder au site Web mondial de la Division de la promotion de la femme, tapez sur la touche « location box » de votre navigateur :

<http://www.un.org/womenwatch/daw>

Vous trouverez là des liens avec :

Division de la promotion de la femme : <http://www.un.org/womenwatch/daw/daw>

Beijing + 5 : <http://www.un.org/womenwatch/daw/followup/beijing+5.htm>

Nouvelles : <http://www.un.org/womenwatch/daw/news>

CEDAW : <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw>

Commission de la condition de la femme : <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw>

Informations sur les pays : <http://www.un.org/womenwatch/daw/country>

Réunions et documentation : <http://www.un.org/womenwatch/daw/documents>

Publications : <http://www.un.org/womenwatch/daw/public>

Calendrier : <http://www.un.org/womenwatch/news/calendar/>

Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies

Département des affaires économiques et sociales

2 UN Plaza, DC2-12^e étage

New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : 1-212-963-3463

Site sur le Web <http://www.un.org/womenwatch/daw>

Courriel : daw@un.org